

IL A PRONONCÉ UN DISCOURS À LA NATION  
DEVANT LE PARLEMENT

## Les annonces du Président Tebboune

*Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prononcé hier un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement réunies au Palais des Nations, à Alger, dans lequel il a dressé un large bilan des réformes engagées et fixé les grandes orientations politiques, économiques et sociales pour les années à venir. P 3*



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE  
DANS LES COMMUNES  
**Le constat de la Cour  
des comptes** P 2

3 035 PROJETS NATIONAUX, 215  
INTERNATIONAUX ET 2 700 MICRO-  
ENTREPRISES

**L'université algérienne  
s'affirme comme moteur  
économique** P 3

L'USINE D'OGGAZ (MASCARA)  
**Fer de lance du ciment**  
**100 % algérien** P 5

MINISTÈRE DE  
L'ENVIRONNEMENT ET DE LA  
QUALITÉ DE LA VIE  
**Signature d'un  
accord de  
coopération avec le  
Haut commissariat à  
la numérisation**

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a signé, hier à Alger, un accord de coopération avec le Haut commissariat à la numérisation visant à renforcer la numérisation du secteur en hébergeant ses différentes plateformes au niveau du Centre national algérien des services numériques. L'accord a été signé au siège du ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, par la ministre du secteur, Kaouter Krikou, et la ministre, Haute commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, en présence des cadres des deux secteurs. Cet accord définit les modalités de coopération entre le ministère de l'Environnement et le Haut commissariat à la numérisation concernant la mise à disposition et l'exploitation des ressources cloud de l'Etat au sein du Centre national algérien des services numériques, ce qui accélère le rythme de la transformation numérique du secteur. Dans une allocution à cette occasion, Mme Krikou a affirmé que "cette coopération concrétise le processus de modernisation et de numérisation du secteur, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre d'une vision globale basée sur l'union des efforts". La ministre a en outre précisé que le secteur "fournit de nombreux services publics qui nécessitent un accompagnement numérique, permettant d'atteindre l'efficacité des services et l'efficience dans la gestion publique, tout en tenant compte des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, renforçant ainsi la souveraineté numérique". Cette signature vient couronner une série de rencontres entre les cadres des deux parties, dans le but d'identifier et de définir les services publics à numériser, selon Mme Krikou, qui a cité notamment les services liés à l'accompagnement et au contrôle des établissements classés, ainsi que le système intégré de gestion des déchets. De son côté, Mme Benmouloud a affirmé que cette coopération s'inscrit dans le cadre du processus de soutien et d'accompagnement des secteurs ministériels pour accélérer la numérisation de leurs services et concrétiser leur transformation numérique. La ministre, Haute Commissaire à la Numérisation, a expliqué qu'après l'achèvement de la réalisation du Centre national algérien des services numériques, le Haut Commissariat a mis en place un éventail de services de cloud computing incluant le calcul, le stockage, la mémoire, l'hébergement, les réseaux et la sécurité informatique, des services qui sont désormais accessibles à tous les secteurs ministériels. L'accord signé avec le ministère de l'Environnement vise à encadrer l'exploitation de ces ressources cloud afin d'accélérer la numérisation et la transformation numérique du secteur, a ajouté Mme Benmouloud, soulignant que ces services "renforcent la mutualisation des ressources et la rationalisation des dépenses publiques, l'Etat ayant grandement investi dans ce projet supervisé par le Haut Commissariat".

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LES COMMUNES

**Le constat de la Cour des comptes**

*Une enquête de la Cour des comptes couvrant la période 2019-2023 dresse un bilan contrasté de la mise en œuvre de la feuille de route énergétique des collectivités locales. Si la généralisation de l'éclairage public à LED a permis de générer des économies tangibles, le recours à l'énergie solaire demeure, en revanche, entravé par des insuffisances techniques et un déficit manifeste de maintenance.*

Par M. A.

Dès 2017, le ministère de l'Intérieur avait fixé aux communes algériennes une orientation ambitieuse, visant à réduire significativement la facture énergétique tout en favorisant l'intégration des énergies renouvelables. Plusieurs années plus tard, les conclusions de la Cour des comptes, issues de l'audit mené dans les wilayas de Tlemcen, Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Naâma et Aïn Témouchent, mettent en lumière des résultats en demi-teinte, malgré les montants considérables mobilisés. Un secteur fait toutefois figure d'exception : celui de l'éclairage public. Le remplacement progressif des anciennes lampes à mercure par la technologie LED s'impose comme l'un des volets les plus aboutis de la transition énergétique locale. La commune de Bouzedjar, dans la wilaya d'Aïn Témouchent, en offre une illustration probante à travers une modernisation progressive et structurée de son réseau sur une période de quatre ans. Engagée entre 2019 et 2020 par un premier investissement de 1,5 million de dinars sur fonds propres, l'opération a pris de l'ampleur en 2021 grâce à la mobilisation de 11,4 millions de dinars dans le cadre des Plans communaux de développement, notam-

ment pour la réhabilitation des zones balnéaires et du quartier Tayebi Kada. En 2023, un dernier effort financier de 7,8 millions de dinars a permis d'achever le maillage des zones urbaines, portant l'investissement global à plus de 20,7 millions de dinars. Au-delà de la baisse significative de la consommation électrique, cette transition technologique s'est accompagnée d'une amélioration notable de la gestion des infrastructures, désormais assurée par une application numérique de suivi exploitée avec précision par l'administration territoriale. Le tableau s'assombrit toutefois dès lors que l'on aborde le volet photovoltaïque, en net contraste avec les performances enregistrées dans l'éclairage LED. Le rapport d'audit se montre à cet égard sans concession : la majorité des communes éprouvent de sérieuses difficultés à assurer l'exploitation durable des installations solaires, transformant une promesse prometteuse sur le papier en une réalité souvent marquée par l'abandon progressif des équipements. Cette situation, que l'on pourrait résumer par la formule « on installe, mais on ne répare pas », résulte principalement de l'absence de service après-vente structuré et de dispositifs de maintenance pérennes. Ces dysfonctionnements trouvent leur ori-

gine dans plusieurs failles structurelles. Le manque de formation technique prive fréquemment les agents communaux des compétences nécessaires pour gérer des équipements complexes, notamment les onduleurs et les systèmes de stockage par batteries. À cela s'ajoute une planification insuffisante, les projets étant parfois lancés sans études de faisabilité technique ou économique préalables. Enfin, la vulnérabilité des installations, caractérisée par des pannes précoces, met en cause la qualité des équipements retenus, souvent inadaptés aux contraintes locales, compromettant ainsi la durabilité des investissements. Pour la Cour des comptes, l'argent public ne saurait continuer à être mobilisé dans des installations solaires vouées à l'arrêt après quelques mois d'exploitation. Les recommandations formulées insistent sur la nécessité d'intégrer des clauses de maintenance de longue durée dans les contrats et de professionnaliser la gestion énergétique au niveau local. La transition énergétique des communes est bel et bien engagée, mais elle progresse à deux vitesses : tandis que le LED s'impose comme une réussite immédiate en matière d'efficacité, le solaire demeure en attente d'une véritable stratégie de pérennisation capable d'en garantir la viabilité à long terme.

UNIVERSITÉ DE MASCARA

**Des chercheurs proposent des solutions innovantes au profit de l'ADE**

Par R E.

Des chercheurs de l'Université de Mascara ont présenté, hier à Oran, des solutions nouvelles et innovantes au profit de l'Algérienne des Eaux (ADE), en vue d'assurer une gestion intelligente et durable de l'eau potable. Les chercheurs, affiliés au Laboratoire de recherche technologique en intelligence artificielle et en sécurité alimentaire de l'Université de Mascara, ont exposé ces solutions dans le cadre d'un projet national de recherche intitulé "Solutions écologiques et durables pour la disponibilité de l'eau: vers une gestion intégrée des ressources naturelles" (ECO-GIRE), supervisé par l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé et de la vie (ATRSSV). A ce propos, le directeur de l'ATRSSV, le professeur Benarba Bachir, a expliqué que l'agence, chargée de la supervision des projets nationaux de recherche dans les domaines de la santé du citoyen et de la sécurité alimentaire, œuvre à la valorisation des résultats de la recherche scientifique et à

leur conférer une utilité pratique répondant aux besoins des partenaires sociaux et économiques, conformément à la stratégie adoptée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le professeur Benarba a ajouté que ces produits de recherche s'inscrivent dans le cadre d'un projet national sur la sécurité alimentaire lancé en 2022, au cours duquel des solutions efficaces et applicables ont été proposées et ont reçu l'adhésion du partenaire économique, à savoir l'Algérienne des Eaux. De son côté, le directeur central de la Communication de l'Algérienne des Eaux, Mohamed Soltani, a affirmé que l'implication de l'entreprise dans ce projet, à travers son unité opérationnelle de la wilaya de Mascara, s'inscrit dans la politique de numérisation du secteur et d'adoption de solutions intelligentes visant à améliorer la distribution de l'eau aux citoyens. Pour sa part, le directeur du Laboratoire de recherche technologique en intelligence artificielle et en sécurité alimentaire de l'Université de Mascara et chef du projet ECO-GIRE, Benhaoua Mohamed Kamel, a expli-

qué que ce projet permet de développer des systèmes capables de prédire les pannes avec plus de précision, d'assurer la qualité de l'eau et d'améliorer la continuité du service. Les équipements développés par l'équipe du projet ont été testés avec succès et ont répondu aux besoins exprimés par l'Algérienne des Eaux, signale-t-on. Ces systèmes comprennent, notamment, un système d'information géographique (SIG) dédié au réseau d'eau, accompagné d'une application web permettant d'obtenir des cartes précises du réseau de distribution, d'assurer une surveillance centralisée des infrastructures et de servir d'outil d'appui à la maintenance préventive et curative, tout en fournissant un tableau de bord d'aide à la décision pour améliorer la gestion du réseau. Un système de surveillance du réseau de distribution d'eau potable basé sur une architecture Internet des objets (IoT) à trois niveaux a également été développé, en plus de la conception de plusieurs ensembles destinés à la mesure et à l'analyse, en temps réel, des données essentielles du réseau de l'Algérienne des Eaux, note-on.

Quotidien economique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

IL A PRONONCÉ UN DISCOURS À LA NATION DEVANT LE PARLEMENT

# Les annonces du Président Tebboune

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prononcé hier un discours à la Nation devant les deux chambres du Parlement réunies au Palais des Nations, à Alger, dans lequel il a dressé un large bilan des réformes engagées et fixé les grandes orientations politiques, économiques et sociales pour les années à venir.

Par Sirine R.

D'emblée, le chef de l'État a salué la dynamique nouvelle qui caractérise le Parlement, soulignant le renforcement effectif du rôle du pouvoir législatif, notamment à travers l'initiative parlementaire en matière de propositions de lois, citant à ce titre les textes relatifs à la nationalité et à la criminalisation du colonialisme. Il a réaffirmé son engagement à poursuivre le dialogue politique avec les partis, assurant que toutes leurs propositions seront examinées une fois la loi sur les partis adoptée. Sur le plan institutionnel, le Président Tebboune a insisté sur le caractère continu des réformes, qu'il considère comme un levier fondamental pour asseoir une gouvernance fondée sur l'intérêt du peuple et sa participation. Il a également réitéré que la justice restera ferme face à toutes les formes de corruption, tout en garantissant la protection des cadres intègres de l'État. Abordant le volet économique, le Président de la République a affirmé que l'économie nationale se porte sagement, mettant en avant l'intégration de l'Algérie dans une dynamique d'investissement qualifiée d'indépendante. Il a révélé que des investisseurs étrangers sont impliqués dans 309 projets, réfutant ainsi les discours évoquant un isolement du pays. Le recul du taux d'inflation a été présenté comme un autre indicateur positif de la justesse des orientations économiques adoptées. Le chef de l'État a également mis l'accent sur la relance industrielle, annonçant que la part de l'industrie dans le produit intérieur

brut a été rétablie à environ 10 %, après avoir chuté à 3 % durant les années précédentes, avec l'ambition de l'augmenter davantage à 12 voire 13 %. Concernant la production pharmaceutique, le Président Tebboune a souligné que plus de 80 % des besoins du marché national en médicaments sont désormais couverts par la production locale, générant une économie substantielle en devises. Dans le domaine des ressources minières, le Président Tebboune a qualifié la mise en exploitation de la mine de fer de Gara Djebilet de réalisation historique, rappelant qu'elle figure parmi les plus grandes au monde. Il a annoncé l'arrivée imminente du premier train minier et la multiplication par cinq des capacités de production de phosphate, avec un acheminement vers Annaba prévu à l'horizon 2026. L'agriculture n'a pas été en reste. Le Président de la République a salué la création de milliers d'exploitations agricoles et l'introduction progressive des technologies modernes dans le secteur. « Les agriculteurs ont réussi à créer 15 000 exploitations agricoles, en dehors de toute tutelle directe du ministère de l'Agriculture, et sont désormais un facteur positif pour l'économie nationale », a-t-il souligné. Le chef de l'État a toutefois reconnu des insuffisances, notamment dans la production de viandes, appelant les opérateurs à faire preuve de responsabilité afin de réduire la dépendance aux importations. Sur le plan social, Abdelmadjid Tebboune a réaffirmé avec force que l'Algérie ne renoncera jamais à son caractère d'État social, conformément aux principes du 1er No-

vembre 1954. Il a assuré que le soutien au citoyen modeste sera maintenu, rappelant les efforts consentis dans les secteurs du logement, de la santé et de l'éducation. Depuis le début de son premier mandat, 1,7 million de logements ont été réalisés, a-t-il précisé, en réitérant son engagement pour la poursuite de la politique d'augmentation des salaires, après avoir enregistré une hausse globale de 47 %, avec l'objectif d'atteindre 100 %, ainsi que la création de dizaines de milliers de postes d'emploi. Il a insisté sur la protection du pouvoir d'achat, soulignant que celui-ci doit être évalué à travers les subventions accordées aux produits de base, à l'énergie, à l'eau, au logement et à l'enseignement gratuit. Concernant l'amélioration de l'alimentation des populations en eau potable, notamment dans le Sud du pays, le président de la République a ordonné au Premier ministre d'engager la réalisation de deux stations de dessalement à Tindouf et à Tamanrasset. En matière de politique étrangère, le président a également rappelé l'importance de la souveraineté nationale et de la stabilité régionale. Il a réaffirmé le soutien indéfectible à la Palestine, le respect de la souveraineté tunisienne, et rejeté toute ingérence en Libye, en insistant sur l'indivisibilité de la sécurité algérienne et tunisienne. Tebboune a dénoncé les tentatives de désinformation et de division, soulignant que les efforts pour semer la discorde entre l'Algérie et la Tunisie échoueront. En somme, le président a mis en avant une Algérie résiliente, sociale, souveraine et tournée vers le développement économique et la stabilité régionale.

## MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE EN ALGERIE

### Signature d'une convention-cadre stratégique entre l'APRUE et le CREAD

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE) et le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) ont procédé, hier, à la signature d'une convention-cadre stratégique visant à renforcer la coopération scientifique et technique dans le domaine de la maîtrise de l'énergie en Algérie. Ce partenariat multidimensionnel ambitionne de conjuguer les expertises respectives des deux institutions afin d'accompagner les politiques publiques en matière d'efficacité énergétique et de transition énergétique, dans un contexte marqué par des enjeux économiques, environnementaux et sociaux croissants. À travers cette convention, l'APRUE et le CREAD entendent développer des travaux conjoints axés notamment sur l'analyse des comportements de consommation énergétique, l'évaluation des impacts économiques des programmes d'efficacité énergétique et la réalisation d'études prospectives sur l'évolution de la demande énergétique, en tenant compte des mutations économiques et sociales. Le partenariat prévoit également le développement d'indicateurs et d'outils d'aide à la décision destinés à appuyer les pouvoirs publics dans l'élaboration et l'évaluation des politiques énergétiques, ainsi que l'accompagnement de projets pilotes dans les domaines liés à la maîtrise de l'énergie. Le renforcement des capacités constitue un autre axe majeur de cette coopération, à travers l'organisation de formations, l'échange d'expertises et la production de travaux de recherche conjoints, contribuant à une meilleure diffusion des connaissances et à la valorisation de la recherche scientifique nationale.

3 035 PROJETS NATIONAUX, 215 INTERNATIONAUX ET 2 700 MICRO-ENTREPRISES

## L'université algérienne s'affirme comme moteur économique

Par Adem A.

Avec plus de 3 000 projets de recherche nationaux, 215 programmes internationaux actifs, 47 filiales économiques générant déjà 1,5 milliard de dinars de chiffre d'affaires et près de 2 700 micro-entreprises créées au sein des universités, la recherche scientifique algérienne change d'échelle. En 2025, ces chiffres témoignent d'un basculement vers une recherche orientée impact économique, innovation et création de valeur, portée par une vision renouvelée de l'université comme acteur central du développement national. Longtemps cantonnée à un rôle académique, la recherche scientifique s'impose désormais comme un levier stratégique de création de richesse et d'emplois. Mohamed Bouhicha, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), a souligné sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale: « Aujourd'hui, on ne peut plus parler de recherche scientifique sans l'inscrire dans l'économie de la connaissance. C'est

un choix stratégique qui conditionne notre développement futur ». Sur les 3 035 projets nationaux, la majorité répond directement aux besoins exprimés par des partenaires économiques et sociaux. « Le projet de recherche n'est plus une idée abstraite. Il part d'un besoin réel formulé par un partenaire socio-économique, ce qui garantit la valorisation des résultats », a expliqué le responsable. La première vague des programmes nationaux a identifié 53 projets à fort potentiel de transfert technologique, et les vagues suivantes devraient produire des résultats encore plus significatifs. La recherche internationale est également dynamique, avec 215 projets en cours, menés avec l'Italie, l'Espagne ou l'Afrique du Sud. Ces initiatives ont un impact économique et social concret, comme l'illustre la culture du safran en Algérie, issue d'un projet euro-méditerranéen. La valorisation économique est visible à travers les 47 filiales économiques des centres de recherche, dotées d'un capital de 112 millions de dinars et générant 1,5 milliard de chiffre

d'affaires, avec un objectif de 5 milliards en 2027. Mohamed Bouhichaa rappelé : « La recherche n'est plus un centre de coûts, mais un véritable producteur de valeur ajoutée pour l'économie nationale ». Dans les universités, 2 700 micro-entreprises ont été créées en deux ans, qu'il s'agisse de start-up innovantes ou de spin-off technologiques. « L'université n'est plus un simple lieu de formation. Elle devient un espace de production, d'innovation et d'emplois », a insisté le DGRSDT. La structuration territoriale et les pôles scientifiques renforcent cette dynamique : Sidi Bel Abbès pour le génie des matériaux, Béjaïa pour l'agroalimentaire, Constantine pour la biotechnologie, Oran pour l'ingénierie automobile. 77 équipes de recherche mixtes, dont 55 dédiées à la santé, aux sciences de la vie et à la sécurité alimentaire, travaillent sur des thématiques allant des semences résistantes à la sécheresse à l'intelligence artificielle pour le diagnostic médical. Des pôles d'excellence dans l'intelligence artificielle, le cloud computing, les nanotechnologies et l'Internet des

objets sont également en développement. Le pôle national d'intelligence artificielle au CERIST devrait entrer en service en 2026. « L'intelligence artificielle nécessite des investissements lourds et une vision claire. Nous avons choisi une approche mutualisée et structurée », a précisé Mohamed Bouhicha. Avec environ 0,5 % du PIB consacré à la recherche et au développement, l'Algérie reste en deçà des standards internationaux. Le DGRSDT a insisté sur l'implication nécessaire du secteur privé : « Dans les économies avancées, l'essentiel du financement de la recherche provient des entreprises. C'est un chantier sur lequel nous devons avancer ». La politique nationale de recherche se concentre sur la sécurité alimentaire, énergétique, la santé publique et la cybersécurité, avec un programme national dédié attendu l'an prochain. Mohamed Bouhichaa conclut : « Nous avons aujourd'hui les compétences, les infrastructures et la vision. L'enjeu est désormais de transformer durablement la connaissance en richesse au service du pays ».

COMMUNAUTÉ  
NATIONALE À  
L'ÉTRANGER

Prolongation du  
dispositif facilitant  
l'entrée et la sortie  
du territoire  
national jusqu'à fin  
2026

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé la prolongation du dispositif de facilitation actuellement en vigueur, permettant aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, d'entrer et de sortir du territoire national, avec exemption de visa, jusqu'au 31 décembre 2026, et ce, en application des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique lundi un communiqué du ministère. "En application des hautes instructions de Monsieur le président de la République et conformément à son souci permanent de prendre en charge les préoccupations des membres de la communauté nationale à l'étranger, notamment pour ce qui est de la facilitation des procédures de leur entrée au territoire national, le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance de nos concitoyens résidant à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, qu'il a été décidé, à titre exceptionnel, de prolonger le dispositif de facilitation actuellement en vigueur, leur permettant d'entrer et de sortir du territoire national avec exemption de visa, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026", précise le communiqué. "Les bénéficiaires de ce dispositif de facilitation n'auront qu'à présenter un passeport étranger en cours de validité, accompagné d'un passeport national biométrique ou d'une carte d'identité nationale biométrique, même s'ils ne sont plus valides, à condition d'utiliser les mêmes documents à l'entrée et à la sortie du territoire national", selon la même source.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or rebondit à 4.374 dollars l'once

Les cours de l'or ont rebondi mardi sur les places européennes, les investisseurs revenant sur le métal précieux considéré comme une valeur refuge, après une brève phase de prises de bénéfices. L'or au comptant progressait de 1% à 4.374,76 dollars l'once. Lundi, le métal jaune avait enregistré sa plus forte baisse journalière en pourcentage depuis plus de deux mois, reculant depuis son record de vendredi à 4.549,71 dollars jusqu'à son plus bas niveau depuis le 17 décembre. Les contrats à terme américains sur l'or pour livraison en février gagnaient 1,1% à 4.391,30 dollars l'once. "La chute d'hier portait les signes d'une prise de bénéfices et d'un repositionnement avant le Nouvel An", notent des observateurs du marché aurifère. Depuis le début de l'année, l'or s'est envolé de 66%, signant sa plus forte progression annuelle depuis 1979,

soutenu par l'assouplissement monétaire, les tensions géopolitiques, les achats massifs des banques centrales et la hausse des détentions dans les fonds indiciels cotés (ETF). Les marchés anticipent actuellement deux baisses de taux l'an prochain, un environnement généralement favorable aux actifs ne générant pas de rendement, comme l'or. L'argent au comptant bondissait de 3,3% à 74,61 dollars l'once, après avoir atteint un sommet historique à 83,62 dollars lors de la séance précédente avant de subir sa plus forte chute quotidienne depuis août 2020. Sur les autres métaux précieux, le platine au comptant gagnait 3,5% à 2.182,30 dollars l'once, après avoir atteint un record lundi à 2.478,50 dollars avant de subir sa plus forte chute journalière. Le palladium progressait de 1% à 1.632,56 dollars l'once, après avoir chuté de 16% lors de la séance précédente.

INDUSTRIE

Lancement d'une plateforme  
numérique de suivi des biens récupérés

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir a présidé, lundi à Alger, la cérémonie de lancement d'une plateforme numérique dédiée au suivi des biens récupérés, en présence des points focaux et des représentants des secteurs concernés, a indiqué un communiqué du ministère. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant la modernisation de

l'administration publique, le renforcement de la numérisation et la promotion de la transparence, outre l'amélioration des mécanismes de suivi et de coordination entre les différents secteurs intervenant dans la gestion des biens récupérés. A ce propos, la responsable de l'Inspection générale du ministère de l'Industrie a été chargée de superviser l'activation de cette plateforme, et ce pour "assurer l'unification des règles de traitement, l'exploitation

optimale de la plateforme numérique et le suivi, en temps réel et avec précision, la situation des biens récupérés", précise le communiqué. Le ministre de l'Industrie a réaffirmé "l'engagement constant du ministère à ancrer la bonne gouvernance et à soutenir la transformation numérique en tant que choix stratégique pour l'amélioration de la performance publique", selon la même source.

COMMERCE

Réunion d'évaluation de la situation du marché national  
dans les wilayas du centre du pays

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a présidé, lundi, une réunion de coordination pour évaluer la situation du mar-

ché national et la disponibilité des produits de large consommation, et examiner les préparatifs liés au mois de Ramadhan dans les wilayas du centre du pays, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre a regroupé les directeurs régionaux du commerce des régions d'Alger et de Blida, en présence des directeurs de wilayas et des directeurs délégués du commerce des deux régions (wilayas d'Alger, Tipaza, Boumerdès, Blida, Médéa, Djelfa, Aïn Defla, Tizi Ouzou, Bouira, Aïn Oussara et Messaad). Lors de cette réunion, la ministre a souligné l'importance de l'ouverture des marchés de proximité à travers les différentes wilayas, en tant que mécanisme essentiel pour rapprocher

les marchandises des citoyens et garantir la disponibilité des produits de large consommation à des prix raisonnables, notamment durant le mois de Ramadhan, ajoute le communiqué. Elle a également mis l'accent sur la nécessité de "renforcer la coordination sur le terrain avec les différents secteurs ministériels concernés, de poursuivre l'action proactive et d'intensifier les opérations de suivi et de contrôle pour protéger le pouvoir d'achat des citoyens, tout en insistant sur la vigilance permanente et l'intervention rapide afin de remédier à d'éventuels dysfonctionnements et d'assurer le bon fonctionnement des marchés", conclut la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 29 ديسمبر 2025  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 29 Décembre 2025

| Prix du détail <sup>1</sup> |                       |                 | أسعار التجزئة <sup>2</sup> |                 |                    |
|-----------------------------|-----------------------|-----------------|----------------------------|-----------------|--------------------|
| DA / Kg                     |                       |                 | دج / كلف                   |                 |                    |
| Produits                    |                       | معدل<br>Moyenne | أعلى<br>Maximum            | أدنى<br>Minimum | المنتجات           |
| Légumes frais               | Pomme de terre        | 69              | 78                         | 60              | البطاطا            |
|                             | Tomate                | 111             | 132                        | 90              | الطماطم            |
|                             | Oignon sec            | 63              | 70                         | 55              | البصل الجاف        |
|                             | Ail sec               | 741             | 809                        | 672             | الثوم الجاف        |
|                             | Carotte               | 86              | 96                         | 76              | الجزر              |
|                             | Navet                 | 101             | 113                        | 89              | اللفت              |
|                             | Choux fleur           | 82              | 94                         | 71              | قرنبيط             |
|                             | Choux                 | 89              | 100                        | 77              | الكرنب             |
|                             | Courgette             | 169             | 183                        | 155             | الكوسة             |
|                             | Haricot vert          | 327             | 360                        | 295             | الفاصولياء الخضراء |
|                             | Laitue                | 140             | 154                        | 125             | الخس               |
| Fruits frais                | Clémentine            | 177             | 214                        | 140             | كليمونتين          |
|                             | Orange                | 157             | 191                        | 122             | البرتقال           |
|                             | Citron                | 148             | 171                        | 126             | الليمون            |
|                             | Pomme locale          | 372             | 456                        | 287             | التفاح المحلي      |
|                             | Datte                 | 489             | 620                        | 358             | التمر              |
|                             | Banane                | 471             | 486                        | 455             | الموز              |
| Produits d'origine animale  | Viande bovine locale  | 1908            | 2059                       | 1757            | لحم البقر المحلي   |
|                             | Poulet de chair       | 336             | 349                        | 322             | الدجاج             |
|                             | Œufs (Unité)          | 21              | 22                         | 19              | البيض (وحدة)       |
|                             | Lait de vache (Litre) | 97              | 102                        | 91              | حليب البقر (لتر)   |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur          | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per   | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|-------------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES           | ALL  | 319,00    | 330,00  | +3,45 | 1,35            | -21,37         | 5,82  | 10,61      | 5000            | 1 650 000,00        |
| BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL | BDL  | 1 400,00  | NC      | 0,00  | 0,00            | -0,86          | 9,00  | 5,56       | 0               | 0,00                |
| BIOPHARM                      | BIO  | 2 501,00  | NC      | 0,00  | 0,00            | 2,69           | 6,65  | 6,40       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE    | CPA  | 2 300,00  | 2300,00 | 0,00  | 0,02            | 1,63           | 10,97 | 5,43       | 9643            | 22 178 900,00       |
| EGH El Aurassi                | AUR  | 360,00    | NC      | 0,00  | -0,06           | -8,60          | 4,55  | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                        | SAI  | 420,00    | NC      | 0,00  | 0,74            | 4,52           | 3,97  | 5,00       | 0               | 0,00                |

L'USINE D'OGGAZ (MASCARA)

# Fer de lance du ciment 100 % algérien

*L'industrie du ciment en Algérie s'inscrit aujourd'hui dans une nouvelle dynamique. La production nationale de ciment a doublé ces dernières années, grâce aux investissements consentis par l'Algérie dans ce secteur, tant par des investisseurs locaux que par des groupes étrangers, à l'instar du géant mondial Holcim.*

Par Zahir Radji

**H**olcim El Djazaïr a, en effet, multiplié ses investissements en modernisant ses usines à travers le pays et en augmentant ses capacités de production afin de satisfaire en priorité le marché local, tout en partant à la conquête de parts de marché à l'international. Des objectifs ambitieux ont été fixés pour consolider sa position, tout en accordant une importance particulière à l'environnement et à la durabilité. L'usine d'Oggaz, implantée dans la wilaya de Mascara, illustre parfaitement cette politique industrielle ambitieuse. Le site, qui s'étend à perte de vue, témoigne du savoir-faire et de la compétitivité du ciment algérien. Chaque pierre transformée raconte l'histoire d'une industrie qui conjugue performance, innovation et responsabilité environnementale. Des espaces verts aménagés entourent le décor extérieur de l'usine et séparent les différentes lignes de production, traduisant une intégration harmonieuse du site dans son environnement. Plusieurs particularités distinguent l'usine d'Oggaz, première cimenterie en Algérie à être certifiée ISO 14001:2015. Elle constitue une référence en matière de performance environnementale et d'engagement durable, illustrant pleinement l'ambition de Holcim El Djazaïr : « Building progress for people and the planet ».

L'usine applique des standards européens et américains afin de garantir la conformité de ses produits. Le ciment blanc et gris est conditionné en sacs de 25 ou 50 kg, en palettes bois ou en big bags (BIBO), et exporté vers les cinq continents. « Nos produits sont certifiés selon les standards internationaux, ce qui nous permet d'exporter en toute confiance », souligne le directeur de l'usine, Abdelkrim Abdelli.

Sur le plan industriel, Oggaz s'impose comme un pilier de l'industrie cimentière nationale et un acteur majeur de l'exportation hors hydrocarbures. Abdelkrim Abdelli a mis en avant les atouts techniques et stratégiques de cette unité, qui transforme la pierre brute en ciment et en clinker de haute qualité, reconnus aussi bien sur le marché local qu'international.

C'est au sein de ses lignes de production que le premier ciment vert « EcoPlanet » est fabriqué. Cette orientation s'inscrit dans les efforts de décarbonation de l'industrie cimentière, efforts qui seront renforcés par l'instauration de la taxe carbone aux frontières, fixée à 2,5 % à partir de 2026, avant de progresser graduellement pour atteindre 100 % en 2034. Conscient de l'impact potentiel de cette taxe sur les exportations algériennes de ciment, Holcim El Djazaïr a élaboré un programme visant à réduire significativement l'empreinte carbone de ses usines.

## Une production annuelle de 2,7 millions de tonnes

Selon les explications fournies sur place, l'usine d'Oggaz se compose de deux lignes de production. La première, mise en service en 2007, affiche une capacité de 460 000 tonnes de clinker par an, soit environ 1 million de tonnes de ciment. La seconde ligne, opérationnelle depuis 2008, est une ligne grise capable de produire jusqu'à 2 millions



de tonnes de clinker par an, portant la capacité totale de l'usine à 2,7 millions de tonnes annuelles. « L'emplacement du site est stratégique par rapport aux axes logistiques nationaux, ce qui nous permet d'optimiser la distribution sur l'ensemble du territoire et vers les marchés à l'export », précise Abdelkrim Abdelli.

L'approvisionnement en matières premières repose sur six carrières, dont une carrière principale de calcaire d'une capacité de 3,2 millions de tonnes, ainsi que des carrières d'argile, de sable et d'autres minerais nécessaires à la production de ciment gris et blanc. Des projets sont également à l'étude pour exploiter de nouvelles carrières situées à plus de 100 km, afin de garantir la continuité de l'approvisionnement. Chaque année, plus de trois millions de tonnes sont produites, générant environ 140 millions de dollars de recettes et contribuant de manière significative aux exportations hors hydrocarbures.

Depuis ce site stratégique, le ciment algérien est acheminé vers les marchés africains, les pays du bassin méditerranéen et même les États-Unis. En 2023, l'Algérie s'est imposée comme premier exportateur de ciment et de clinker en Afrique et deuxième exportateur dans le bassin méditerranéen.

« Les marchés internationaux, notamment ceux à forte valeur ajoutée, exigent de plus en plus des ciments à faible impact carbone, des ciments verts que nous sommes désormais capables de produire », explique un responsable de l'usine. Plusieurs investissements ont ainsi été réalisés pour développer les exportations et s'aligner sur la vision du président de la République visant à renforcer les exportations hors hydrocarbures. Avec une capacité nationale de production dépassant les neuf millions de tonnes par an, Oggaz s'affirme comme un pilier du tissu industriel algérien, soutenant l'emploi, la logistique et l'ensemble de la chaîne de valeur. Mais produire davantage signifie ici produire autrement. L'usine valorise désormais les déchets industriels en ressources. Plus de 130 000 tonnes de matières ont été récupérées cette année, réduisant l'empreinte environnementale d'une industrie longtemps considérée comme polluante. « Nous cherchons à réduire l'impact carbone en utilisant des matières premières alterna-

tives. Au lieu de prélever exclusivement dans les carrières, nous privilégions les déchets issus d'autres industries », précise un responsable.

Abdelkrim Abdelli résume cette approche en ces termes : « Produire plus, c'est aussi produire autrement, durablement, intelligemment et dans le respect des normes internationales ». Portée par Oggaz, l'industrie cimentière algérienne confirme ainsi sa montée en puissance sur les marchés régionaux et internationaux, tout en accompagnant la stratégie nationale de développement industriel et d'exportation hors hydrocarbures.

## Innovation et durabilité

L'innovation et la durabilité sont au cœur de la stratégie industrielle du site. Oggaz est la première cimenterie en Algérie à produire du ciment vert à faible empreinte carbone. Grâce à la valorisation des déchets industriels via le programme Geocycle, plus de 130 000 tonnes de matières résiduelles sont traitées chaque année, réduisant l'impact environnemental tout en préservant les ressources naturelles pour les générations futures.

L'usine a également investi massivement dans la modernisation de ses installations. Deux nouveaux silos de stockage de 5 000 tonnes chacun ont été mis en service en 2024, renforçant les capacités d'exportation. La digitalisation des processus, à travers le Smart Operation Room, permet un suivi en temps réel de l'ensemble des équipements, fours, broyeurs et lignes de production, avec un système de maintenance prédictive destiné à prévenir les pannes et optimiser la performance. Grâce à ces technologies, l'usine a enregistré jusqu'à 998 heures de production continue sans interruption en 2017, un indicateur de fiabilité remarquable.

## Sécurité, santé et environnement : une exigence permanente

L'usine d'Oggaz ne se distingue pas uniquement par ses performances industrielles et son rôle stratégique à l'export, mais également par son engagement en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Ro-chieda Amina Meghezzi, directrice HSE, a

présenté un panorama des initiatives mises en œuvre pour garantir la sécurité des employés et des sous-traitants tout en réduisant l'empreinte environnementale du site. En 2025, Oggaz a consacré plus de 5 500 heures de formation à 2 246 employés et sous-traitants, couvrant la sécurité, la santé et les bonnes pratiques industrielles. La cimenterie accorde une attention particulière à la santé au travail, à travers des visites médicales périodiques, des tests respiratoires pour les postes exposés aux poussières et un suivi de l'exposition au bruit.

Un programme global, le Well-Being Framework, évalue la santé physique et mentale des employés, leur situation financière et leur bien-être social, avec des plans d'action destinés à atteindre les objectifs fixés.

La sécurité routière constitue également un axe majeur, dans un secteur où plus de cinq millions de kilomètres sont parcourus chaque année. Tous les chauffeurs bénéficient d'une formation à la conduite défensive. Oggaz a par ailleurs célébré la première femme chauffeuse de poids lourd électrique de l'usine, une initiative en phase avec la politique de durabilité du groupe. Sur le plan environnemental, l'usine s'est fixé des objectifs ambitieux : réduction de l'empreinte carbone, minimisation des déchets et consommation d'eau proche de zéro. Les émissions de poussières et de dioxyde de soufre sont suivies en temps réel et ont été réduites respectivement de 25 % et de 5 % depuis 2021. Le programme Geocycle est également déployé pour la valorisation des déchets industriels.

Grâce à ces efforts, Oggaz affiche un système HSE robuste et performant. En 2025, aucun accident du travail avec arrêt n'a été enregistré parmi les employés et les sous-traitants, sur plus de huit millions d'heures travaillées, attestant de l'efficacité du dispositif mis en place.

Ces initiatives illustrent l'engagement de Holcim El Djazaïr à concilier performance industrielle, sécurité et durabilité environnementale. Oggaz confirme ainsi sa position de leader du secteur cimentier, non seulement en matière de production et d'exportation, mais également en termes de standards HSE, en intégrant innovation, formation et responsabilité sociale au cœur de sa stratégie globale.

TAMANRASSET  
**Dynamique commerciale notable au Salon des produits algériens destinés à l'exportation**

Les activités du Salon des produits algériens destinés à l'exportation se poursuivent à Tamanrasset, pour le quatrième jour consécutif, enregistrant une dynamique commerciale appréciable qui reflète l'intérêt croissant pour le produit national et sa capacité concurrentielle sur les marchés africains, indique, lundi, un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Placé sous le slogan "Tamanrasset, porte d'exportation vers les pays d'Afrique centrale", le salon connaît une affluence "remarquable" de visiteurs, de professionnels et d'opérateurs économiques, selon la même source. Cet événement constitue "un espace efficace" pour la mise en valeur de la diversité et de la qualité des produits algériens, l'exploration des opportunités de partenariat et de coopération commerciale, ainsi que la tenue de rencontres professionnelles directes entre exposants et visiteurs, ajoute le communiqué. Le Salon a été l'occasion de mettre en exergue le rôle stratégique de la wilaya de Tamanrasset en tant que plateforme logistique et commerciale promotrice pour le soutien des exportations hors hydrocarbures, en adéquation avec les orientations nationales visant la diversification de l'économie et le renforcement du positionnement de l'Algérie dans son environnement africain. Le Salon des produits algériens vise à l'exportation dont les activités ont débuté le 26 décembre courant et seront clôturées mardi 30 décembre, a vu la participation de plus de 100 exposants, à-t-on rappelé.

## FORMATION PROFESSIONNELLE À TISSEMSILT

# 3.160 places pédagogiques réservées pour la session de février prochain

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya de Tissemsilt a réservé, en prévision de la prochaine session de formation prévue pour le mois de février 2026, un total de 3.160 places pédagogiques dans les différents modes de formation, à-on informé, lundi, auprès de la même direction.

Le chef du service Apprentissage, de la Formation continue et du partenariat à la direction, Boualem Yousfi, a précisé que le secteur a programmé 3.160 places pédagogiques au profit des candidats souhaitant intégrer la formation professionnelle, réparties sur 81 spécialités. Il a souligné que la session de février est une session de rattrapage de celle d'octobre dernier et vise à permettre aux jeunes retardataires d'accéder aux parcours de formation. Le même responsable a ajouté que la détermination du nombre de places programmées a été effectuée à l'issue d'une étude approfondie des besoins de la wilaya, en coordination avec les différents organismes de l'emploi, afin d'améliorer les opportunités d'insertion professionnelle des

stagiaires après l'obtention de leur diplôme. La branche de l'agriculture a retenu de la plus grande partie avec 940 places pédagogiques, en raison de la vocation agricole de la wilaya. Celle du bâtiment et des travaux publics a également retenu de 555 places pédagogiques, en adéquation avec la dynamique de développement que connaît la wilaya, notamment après avoir tiré de plusieurs projets dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Par ailleurs, 385 places ont été réservées à la filière du textile et de l'habillement, et 150 places à celle de l'informatique et des télécommunications, dans le but d'accom-

pagner la transformation numérique et de renforcer les compétences locales dans ce domaine stratégique. La même source a indiqué que 915 places ont été réservées aux bénéficiaires de l'allocation chômage, 200 places aux cours du soir sanctionnés par un certificat de qualification, en plus de plus de 100 places destinées aux femmes au foyer. A cette occasion, le responsable a invité les jeunes à s'inscrire à cette session, précisant que les inscriptions ont débuté le 14 décembre courant et se poursuivront jusqu'au 7 février prochain. Il a également souligné que l'opération se fait exclusivement via la plateforme numérique « Takwine », sans nécessité de fournir des documents papier.

## IN-GUEZZAM

### Le ministre lance un projet de raccordement au gaz au profit de 3.000 foyers

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a lancé lundi à In-Guezzam, un projet de raccordement au réseau de gaz (station GPL) au profit de 3.000 foyers. Intervenant à cette occasion lors d'une visite de travail dans la wilaya, M. Adjal accompagné du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mahmoud Djamaa, a souligné l'importance de ce projet, livrable dans un délai de 18

mois, pour renforcer l'alimentation en énergie gazière et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Au cours de cette visite, la délégation ministérielle a inspecté un projet de réalisation d'une piste d'atterrissage et de décollage (3.000m X 45m) de l'aérodrome d'In-Guezzam. Elle a également assisté à une présentation de la direction locale des travaux publics (DTP) sur une infrastructure aéroportuaire similaire à Tin-Zaouatine, ainsi que sur

les travaux réalisés sur la route nationale RN-1 et le chemin de wilaya CW-117 dépendant d'In-Guezzam à Tinzaouatine. Le ministre a, dans ce contexte, insisté sur le respect des délais de réalisation et l'accélération du rythme des travaux, afin que ces projets puissent répondre aux préoccupations des citoyens dans les délais impartis. M. Adjal a, par ailleurs, présidé, en présence des autorités de la wilayas, élus locaux et représentants

de la société civile, une cérémonie de remise aux bénéficiaires des titres de propriété et d'attribution de parcelles de terrain à bâtir dans le cadre des lotissements sociaux, et des aides financières pour l'habitat rural. Au terme de sa visite, le ministre de l'Énergie et des Energies renouvelables a inspecté un projet de réalisation d'un siège pour la direction locale de distribution pertinente de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

## LAGHOUAT

### Réception prochaine d'un pôle universitaire de 2.000 places pédagogiques à Aflou

Un nouveau pôle pertinent du Centre universitaire "El-Cherif Bouchoucha" d'Aflou (nord-ouest de Laghouat) sera réceptionné dès la rentrée prochaine (2026-2027), à-on informé lundi de la direction locale des équipements publics (DEP). Destiné à renforcer le secteur de l'enseignement supérieur dans la région, le projet dont

les travaux sont répartis sur trois lots et mis en chantier entre 2023 et 2025, enregistre "un avancement notable", a précisé le directeur du secteur, Mohamed Tanka. Ce nouveau pôle englobera diverses installations, notamment un institut de technologie, un institut des sciences économiques, un centre de l'université de formation continue et une an-

tenne locale de l'office national des publications universitaires, selon le directeur du centre universitaire d'Aflou, le Dr Mounir Guettal. Les préparatifs pour l'équipement de ces installations ont déjà été réalisés par le centre universitaire d'Aflou, en prévision de la réception du pôle auprès des services de la DEP, ce qui permettra sa mise en service dans de

bonnes conditions, at-il souligné. S'agissant de l'impact social, cette nouvelle structure, une fois opérationnelle, générera des emplois au profit de la main d'œuvre et des compétences locales dans divers domaines pédagogiques et administratifs, à-on indiqué.

## BORDJ BOU ARRERIDJ

### Près de 90 interventions chirurgicales programmées au profit d'enfants scolarisés

L'hôpital Lakhdar-Bouzidi de Bordj Bou Arreridj a programmé, pour la période des vacances d'hiver, près de 90 interventions chirurgicales au profit d'enfants scolarisés dans le cadre d'une campagne visant à prendre en charge les maladies détectées lors des consultations médicales périodiques, a indiqué, lundi, le directeur de la santé et de la population (DSP), Ahmed Djemaï. Le même responsable a précisé à l'APS que les équipes médicales mobilisées

dans le cadre de cette initiative ont réalisé, jusqu'à présent, 80 interventions chirurgicales, notamment des opérations relatives aux hernies, à l'appareil urinaire, à l'appendicite ainsi qu'à l'exérèse de certaines tumeurs. M. Djemaï a souligné que cette campagne "procède d'une stratégie liée à l'exploitation des vacances scolaires pour la prise en charge sanitaire des élèves, notamment lorsqu'il s'agit d'affections lors des examens périodiques réalisés dans le cadre du programme de santé scolaire".

Il a également indiqué que l'objectif principal consiste à « réduire les délais d'attente et d'assurer un suivi médical efficace des enfants scolarisés ». Le directeur de la santé et de la population a ajouté qu'une campagne similaire débutera bientôt à l'hôpital Ahmed-Benabid pour prendre en charge les élèves souffrant de maladies otorhino-laryngologiques (ORL) et d'affections oculaires. Le même responsable a par fait savoir que la wilaya de Bordj Bou Arreridj bénéficiera, dans le cadre du pro-

gramme national de lutte contre le cancer ailleurs, de nouveaux équipements médicaux, notamment deux appareils de mammographie et deux échographes qui devraient être reçus "au début de l'année prochaine". Les équipements en question sont destinés aux établissements de santé des communes de Bordj Bou Arreridj et de Ras El Oued "afin de renforcer les moyens de dépistage précoce du cancer du sein, tout en améliorant la qualité des soins dispensés aux femmes".

# La Nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique

*Pour s'assurer que l'Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.*

1<sup>ère</sup> partie

Une « stratégie », c'est un plan concret et réaliste qui explique le lien essentiel entre la fin et les moyens : cela commence par une évaluation précise de ce qui est souhaité et des outils disponibles, ou qui peuvent être créés de manière réaliste, afin de pouvoir atteindre les résultats souhaités. Une stratégie doit évaluer, trier et établir des priorités. Il n'est pas possible que chaque pays, région, problème ou cause, aussi louable soit-il, soit au centre de la stratégie américaine. L'objectif de la politique étrangère est la protection des intérêts nationaux fondamentaux ; c'est l'unique objectif de cette stratégie. Depuis la fin de la guerre froide, les stratégies américaines n'ont pas été à la hauteur : Il s'agissait de simples listes à la Prévert de souhaits ou d'objectifs souhaités ; elles ne définissaient pas clairement ce que nous voulons, mais se contentaient d'énoncer de vagues platitudes ; et elles méconnaissaient souvent ce que nous aurions dû vouloir.

## Comment la « stratégie » américaine s'est-elle fourvoyée

Après la fin de la guerre froide, les élites américaines en charge de la politique étrangère se sont convaincues que la domination permanente des États-Unis sur le monde entier était dans l'intérêt supérieur de notre pays. Pourtant, les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts. Nos élites ont mal évalué la volonté de l'Amérique d'assumer à jamais des fardeaux du monde entier pour lesquels le peuple américain ne voyait aucun lien avec l'intérêt national. Elles ont surestimé la capacité de l'Amérique à financer, simultanément, un État-providence-réglementation-administration massif et un complexe militaire, diplomatique, de renseignement et d'aide à l'étranger colossal. Ils ont fait des paris extrêmement malavisés et dévastateurs en faveur de la mondialisation et du soi-disant « libre-échange », sapant ainsi la classe moyenne et la structure industrielle sur lesquelles repose la prééminence économique et militaire des États-Unis. Ils ont permis à nos alliés et partenaires de faire porter le coût de leur défense sur le peuple américain, voire parfois de nous entraîner dans des conflits et des controverses qui étaient au cœur de leurs intérêts, mais qui étaient secondaires ou sans importance pour les nôtres. Enfin, ils ont arrimé la politique américaine à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un antiaméricanisme pur et simple et beaucoup par un transnationalisme qui cherche explicitement à dissoudre la souveraineté individuelle des États. En résumé, non seulement nos élites ont poursuivi un objectif fondamentalement indésirable et impossible à atteindre, mais elles ont également porté atteinte aux instruments mêmes qui étaient nécessaires



pour atteindre cet objectif : l'identité de notre nation, sur laquelle se sont construits sa puissance, sa richesse et sa dignité.

## La correction nécessaire et bienvenue du président Trump

Pourtant, on aurait pu éviter tout cela. La première administration du président Trump a prouvé qu'avec de bons dirigeants qui faisaient les bons choix, tout ce qu'on vient de dire aurait pu – et aurait dû – être évité, et bien d'autres choses auraient pu être accomplies. Lui et son équipe ont réussi avec un immense succès à rassembler les gigantesques forces de l'Amérique pour corriger le cap et commencer à ouvrir un nouvel âge d'or pour notre pays. Permettre aux États-Unis de persévérer dans cette voie est l'objectif primordial du second mandat du président Trump et du présent document. Les questions qui se posent aujourd'hui sont les suivantes : 1) Quels devraient être les objectifs des États-Unis ? 2) De quels moyens disposons-nous pour les réaliser ? et 3) Comment pouvons-nous relier les objectifs et les moyens dans une stratégie de sécurité nationale viable ?

## Quels devraient être les objectifs des États-Unis ?

Avant tout, nous voulons la pérennité de la survie et de la sécurité des États-Unis en tant que république indépendante et souveraine dont le gouvernement garantit les droits naturels conférés par Dieu à ses citoyens, un gouvernement qui donne la priorité à leur bien-être et à leurs intérêts. Nous voulons protéger notre pays, son peuple, son territoire, son économie et son mode de vie contre les attaques militaires et les influences étrangères hostiles, qu'il s'agisse d'espionnage, de pratiques commerciales prédatrices, de trafic de drogue et d'êtres humains, de propagande destructrice et d'opérations d'influence, de subversion culturelle ou de toute autre menace pesant sur notre nation. Nous voulons un contrôle total de nos

frontières, de notre système d'immigration et des réseaux de transport par lesquels les gens entrent dans notre pays, légalement ou illégalement. Nous voulons un monde dans lequel le mouvement migratoire n'est pas simplement « organisé », mais qui voit les pays souverains travailler de concert pour arrêter les flux de population déstabilisateurs plutôt que de les faciliter, et où ils ont le plein contrôle sur les personnes qu'ils acceptent ou pas. Nous voulons une infrastructure nationale résiliente, capable de résister aux catastrophes naturelles, de résister aux menaces étrangères et de les contrecarrer, et de prévenir ou d'atténuer tout événement susceptible de nuire au peuple américain ou de perturber l'économie américaine. Aucun adversaire ou menace ne doit pouvoir mettre l'Amérique en danger. Nous voulons recruter, former, équiper et déployer l'armée la plus puissante, la plus meurtrière et la plus avancée sur le plan technologique au monde pour protéger nos intérêts, décourager les guerres et, si nécessaire, les gagner rapidement et de manière décisive, avec le moins de pertes possible pour nos forces. Et nous voulons une armée composée de militaires qui soient tous fiers de leur pays et convaincus du bien-fondé de leur mission. Nous voulons la dissuasion nucléaire la plus rigoureuse, la plus crédible et la plus moderne du monde, ainsi que des défenses antimissiles de nouvelle génération, y compris un Dôme d'or pour le territoire américain, afin de protéger le peuple américain, les actifs américains à l'étranger et les alliés des États-Unis. Nous voulons l'économie la plus forte, la plus dynamique, la plus innovante et la plus avancée du monde. L'économie américaine est le fondement du mode de vie américain, lequel promet et garantit une prospérité générale et largement répandue, favorise l'ascension sociale et récompense le travail acharné. Notre économie est également le fondement de notre place sur la scène internationale et constitue le socle indispensable de notre armée. Nous voulons l'industrie la plus performante au monde. La puissance nationale

américaine dépend d'un secteur industriel solide, capable de répondre aux demandes de production en temps de paix comme en temps de guerre. Cela exige non seulement une capacité de production industrielle dans le domaine de la défense, mais aussi une capacité de production pour les secteurs connexes. Le renforcement de la puissance industrielle américaine doit devenir la priorité absolue de la politique économique nationale. Nous voulons le secteur énergétique le plus robuste, le plus productif et le plus innovant du monde, capable non seulement d'alimenter la croissance économique américaine, mais aussi de devenir l'une des principales industries exportatrices du pays. Nous voulons rester le pays le plus avancé et le plus novateur au monde sur les plans scientifique et technologique, et nous voulons mettre à profit ces atouts. Nous voulons également nous assurer que notre propriété intellectuelle ne soit pas volée par des étrangers. L'esprit pionnier de l'Amérique est un pilier essentiel de notre domination économique et de notre supériorité militaire ; il doit être préservé. Nous voulons maintenir le « soft power » inégalé des États-Unis, grâce auquel nous exerçons une influence positive à travers le monde dans le sens de nos intérêts. Ce faisant, nous assumerons sans complexe le passé et le présent de notre pays, tout en respectant les religions, les cultures et les systèmes politiques différents des autres pays. Le « soft power » qui sert les véritables intérêts nationaux des États-Unis n'est efficace que si nous avons foi en la grandeur et la honnêteté intrinsèques de notre pays. Enfin, nous voulons restaurer et redynamiser la santé spirituelle et culturelle américaine, sans laquelle la sécurité à long terme est impossible. Nous voulons une Amérique qui chérit ses gloires passées et ses héros, et qui aspire à un nouvel âge d'or. Nous voulons un peuple fier, heureux et optimiste, convaincu qu'il laissera à la prochaine génération un pays meilleur que celui qu'il a trouvé. Nous voulons des citoyens qui ont un emploi rémunérateur, sans que personne ne soit laissé pour compte, et qui tirent satisfaction de savoir que leur travail est essentiel à la prospérité de notre nation et au bien-être des individus et des familles. Cela ne peut se faire sans un nombre croissant de familles traditionnelles solides qui élèvent des enfants en bonne santé.

## Qu'attendons nous du monde et dans le monde ?

Pour atteindre ces objectifs, il faut mobiliser toutes les ressources de notre puissance nationale. Pourtant, cette stratégie est axée sur la politique étrangère. Quels sont les principaux intérêts des États-Unis en matière de politique étrangère ? Qu'attendons nous du monde et dans le monde ?

Source : White House, 01-11-2025 (A suivre)

MAURITANIE

Un accord-cadre pour un projet d'hydrogène vert destiné à l'export

La Mauritanie continue d'attirer de nouveaux acteurs dans l'hydrogène vert, portée par un potentiel parmi les plus élevés de la région et une forte volonté gouvernementale de faire du pays un hub de l'énergie propre. Le ministère mauritanien de l'Énergie et du Pétrole a signé, à Nouakchott, un accord-cadre avec la société allemande Möhring Energie Group pour développer un projet industriel de production d'hydrogène vert et d'ammoniac vert. Le document a été paraphé par le ministre Mohamed Ould Khaled lui-même et par Sascha Möhring, fondateur et directeur technique de l'entreprise allemande, en présence de représentants du gouvernement allemand et de l'Union européenne. Selon les informations publiées, Möhring Energie développera le projet « NAYRAH » par phases, en commençant avec une capacité électrique pouvant atteindre 1 GW. Cette capacité permettra de produire environ 140 000 tonnes d'hydrogène vert et 400 000 tonnes d'ammoniac vert par an, destinés aux marchés européens. Le début de la production est prévu en 2029. Il s'agit de la première initiative allemande mise en œuvre dans le cadre du nouveau cadre réglementaire mauritanien dédié à l'hydrogène vert. Le communiqué indique que ce projet marque une étape importante pour renforcer la position du pays comme pôle régional de production d'énergies propres, en valorisant son potentiel éolien et solaire et en soutenant la diversification économique. L'annonce intervient alors que plusieurs initiatives liées à l'hydrogène vert progressent en Mauritanie. Au mois de novembre, GreenGo Energy et S.E.T. Select Energy GmbH ont conclu un partenariat stratégique pour codévelopper le projet « Megaton Moon » et sécuriser l'achat de sa production, confirmant le sérieux des projets malgré l'incertitude autour de la place que devrait occuper le « carburant du futur » dans le paysage énergétique mondial des années à venir. Le projet « NAYRAH » s'intègre donc dans cette dynamique et dans les orientations de la Feuille de route nationale pour l'hydrogène à faible empreinte carbone. Le document évalue le potentiel total du pays à 20,1 millions de tonnes par an. Il indique qu'en mobilisant seulement 5 % de ses régions côtières pour des installations éoliennes et solaires, la Mauritanie pourrait produire jusqu'à 12 millions de tonnes d'hydrogène vert par an.

TUNISIE

La 5G fait bondir les revenus des télécommunications de 16,7%

Des données récentes publiées par l'Instance nationale des Télécommunications (INT) sur sa page officielle sur les réseaux sociaux révèlent une hausse de 16,7% du chiffre d'affaires des opérateurs télécoms en Tunisie depuis le lancement de la technologie 5G.

Le chiffre d'affaires global a atteint 302 millions de dinars pour le seul mois de novembre, contre 258,8 millions de dinars au cours du même mois de 2024. Le rapport sur les indicateurs clés de performance (KPI) de la 5G en Tunisie montre que le chiffre d'affaires des opérateurs a enregistré une progression remarquable en l'espace de quelques mois. Le pic a été atteint en août, avec un chiffre d'affaires de 326 millions de dinars. Selon le rapport, cette dynamique soutenue tout au long de l'année 2025 s'explique par une forte activité commerciale, notamment durant les saisons estivale et automnale, portée par l'adoption rapide des services liés à la 5G.

Explosion de l'Internet fixe sans fil

Dans le même contexte, les données de l'INT mettent en évidence une transformation majeure du paysage numérique tunisien. La consommation de données via la technologie Fixed Wireless Access (FWA – accès Internet fixe sans fil) a enregistré une hausse spectaculaire de 7113% depuis le lancement de la 5G en février 2025. Les chiffres indiquent que le volume mensuel de données consommées via le FWA est passé de 0,8 pétabyte en février 2025 à 57,7 péta-

bytes en novembre de la même année. Cette évolution traduit un changement profond du comportement des consommateurs tunisiens, désormais davantage orientés vers les très hauts débits et les solutions sans fil avancées.

Un marché structuré

La 5G a été officiellement lancée en Tunisie en février 2025, au bénéfice de plus de 14 millions d'abonnés des opérateurs actifs sur le marché. À cette occasion, les entreprises de télécommunications ont mené d'importantes campagnes de communication, dans le cadre du renforcement de l'infrastructure numérique, de la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, ainsi que du soutien aux secteurs stratégiques via les applications intelligentes. Selon les statistiques officielles du ministère des Technologies de la communication, la Tunisie comptait en 2024 : 14,875 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, 1,927 million d'abonnés à la téléphonie fixe, 11,14 millions d'abonnés aux services de données mobiles (mobile data). Le secteur des télécommunications occupe une place centrale dans le programme économique et social du gouvernement, en raison du rôle clé de la numérisation des services

dans l'amélioration du quotidien des citoyens et de la performance des entreprises.

Vers l'IA et l'Internet des objets

La 5G devrait offrir en Tunisie des perspectives élargies pour le déploiement de nouvelles applications, plateformes et solutions numériques, tout en préparant le terrain à l'essor de l'intelligence artificielle (IA) et à la connexion simultanée d'un grand nombre d'utilisateurs et d'équipements dans le cadre de l'Internet des objets (IoT). Dans ce contexte, une étude de terrain menée par le ConsumerLab d'Ericsson en Tunisie, visant à mesurer la satisfaction des utilisateurs de smartphones vis-à-vis de l'Internet mobile et à recueillir leurs perceptions de la 5G avant son lancement, a montré que la majorité des utilisateurs tunisiens sont familiers avec cette technologie et se déclarent prêts à l'adopter dès la disponibilité de terminaux compatibles. Réalisée il y a quatre ans, l'étude révèle que près de sept utilisateurs de smartphones sur dix en Tunisie sont susceptibles de passer au très haut débit domestique via la 5G, les consommateurs estimant que cette technologie aura un impact assez significatif sur le secteur des services.

CANAL DE SUEZ ET JICA

Un accord de 22 millions \$ pour un nouveau navire de soutien

Alors que le trafic maritime du canal de Suez a fortement chuté ces dernières années, l'Égypte et le Japon lancent un projet de navire de soutien à la plongée, destiné à renforcer la sécurité et la compétitivité de l'une des voies commerciales les plus stratégiques au monde. L'Autorité du canal de Suez (ACS) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé, dimanche 28 décembre, un accord portant sur un montant d'un milliard de livres égyptiennes (environ 22 millions \$) pour financer la construction et la livraison du premier navire de soutien à la plongée (DSV) destiné à la flotte du canal de Suez. La construction de ce navire, long de 45 mètres pour une largeur de 10 mètres, permet-

tra de renforcer la sécurité maritime, de réaliser des opérations de remorquage et d'assister les navires dans leurs manœuvres. Il améliorera également la capacité de réaction rapide en cas d'urgence, contribuant ainsi à assurer le fonctionnement sûr et durable du canal. « Cet accord s'inscrit dans le cadre des directives du président Abdel Fattah Al-Sisi [...], visant à promouvoir les relations bilatérales et à tirer parti de l'expérience du Japon en matière de développement et de technologie afin de soutenir le processus de développement en Égypte », a souligné Rania Al-Mashat, ministre égyptienne de la Planification et du Développement économique, qui a assisté à la signature de ce partenariat. Voie navigable stratégique re-

liant la mer Méditerranée à la mer Rouge, le canal de Suez constitue l'une des routes commerciales les plus importantes du monde, représentant environ 12 % du commerce mondial, selon le gouvernement. Ces dernières années, le conflit israélo-palestinien, suivi d'attaques houthies pro-Palestine en mer Rouge, a entraîné une chute du trafic à travers le canal. ONU commerce et développement estime qu'en 2024, les transits par le canal de Suez ont diminué de 42 % par rapport à leur apogée, les principaux acteurs du transport maritime ayant temporairement suspendu leurs passages. Fin décembre 2024, Osama Rabie, président de l'ACS, a confirmé une nette détérioration du trafic maritime et des revenus du canal. Il a précisé

que le nombre de navires y transitant avait chuté de moitié, passant de 26400 en 2023 à environ 13200 en 2024, entraînant une baisse des recettes, estimées à près de 4 milliards de dollars contre plus de 10 milliards l'année précédente. Cependant, l'activité de navigation semble s'être redressée depuis le début de l'année, enregistrant une croissance positive de 8,6 % au premier trimestre 2025, d'après les chiffres du gouvernement, notamment grâce à un retour progressif de la stabilité dans la région. Selon une note de Lloyd's List, l'Autorité du canal de Suez accentue ses efforts diplomatiques et commerciaux pour rétablir la confiance dans une perspective de relance des activités.

ARABIE SAOUDITE

Les étrangers pourront bientôt acheter de l'immobilier

La nouvelle année marquera un tournant dans le royaume saoudien. A partir du 1er janvier 2026, les étrangers hors des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) - déjà autorisés à le faire - pourront acheter de l'immobilier dans le pays sans y résider. L'amendement de la Loi sur la propriété et l'investissement immobiliers des non-Saoudiens, passé en juillet dernier, limite certes ces acquisitions à certaines zones, excluant

notamment La Mecque et Médine pour les non-musulmans. Mais elle démontre clairement la volonté du pouvoir wahhabite de diversifier son économie et concurrencer les Émirats arabes unis en attirant investissements et travailleurs étrangers qualifiés, dans le cadre de sa Vision 2030. La loi originelle de 2000 pour réguler les achats par des étrangers de biens immobiliers dans le royaume a ainsi été élargie cette année aux personnes non résidentes,

aux compagnies - opérant sur le sol saoudien ou pas -, aux organismes à but non-lucratif, et tout autre personne légale non-saoudiens. Les investisseurs qui avaient besoin d'un bien immobilier pour leur activité ou celle de leurs employés, ainsi que pour leur résidence, avaient déjà le droit d'acquérir de l'immobilier. L'amendement de juillet permet désormais aux personnes et entités concernées d'acheter tout type de propriété, sans lien avec une activité éco-

nomique. La législation prévoit des frais immobiliers de 10 %, comprenant la taxe sur les cessions immobilières et un complément de cession pour les non-Saoudiens. Des pénalités allant jusqu'à 10 millions de rials saoudiens (plus de 2,6 millions de dollars) sont prévues en cas de violations des réglementations et toute propriété acquise avec des informations fausses ou trompeuses pourra être vendue aux enchères publiques.

GHANA – AFREXIMBANK

# Après l’accord à l’amiable, l’enjeu des notations des agences occidentales

*L'accord à l'amiable conclu entre le Ghana et Afreximbank autour d'un prêt de 750 millions de dollars met fin à un dossier sensible né de la restructuration de la dette ghanéenne. S'il clarifie la relation entre les deux parties, il ouvre aussi une phase d'observation pour la banque panafricaine, dont la situation continue d'être évaluée par les agences de notation occidentales, dans un contexte où les marchés asiatiques lui témoignent par ailleurs un intérêt soutenu.*

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé, en fin de semaine dernière, avoir mis un terme à un différend sensible avec le Ghana autour d'un prêt de 750 millions de dollars. Si l'institution panafricaine basée au Caire évoque une résolution « à la satisfaction des deux parties », elle reste silencieuse sur les ajustements financiers éventuellement consentis. Une discrétion qui nourrit désormais un autre débat : celui de l'impact de cet accord sur la perception des agences de notation occidentales. Le litige est né dans le sillage du défaut de paiement du Ghana en 2022 et de son programme d'assistance avec le Fonds monétaire international (FMI). Dans le cadre de sa restructuration de dette, Accra avait tenté d'inclure la créance d'Afreximbank. Une option rejetée par la banque qui revendique un statut de créancier privilégié, à l'instar d'autres institutions multilatérales. Ce statut permet aux banques de développement d'être théoriquement protégées contre les décotes lors des restructurations de dette souveraine, au nom de leur rôle contracyclique et de leur mission de financement du développement, même en période de crise. En pratique, cette protection repose toutefois davantage sur une reconnaissance informelle par les États et les marchés que sur un cadre juridique strict, ce qui en fait un point de tension récurrent lors des restructurations de dette.

## Un dossier devenu un marqueur de risque pour les agences

Cette position a été perçue différemment selon les acteurs. Pour certains, accepter une décote aurait fragilisé le modèle économique d'Afreximbank et créé un précédent dangereux dans un contexte de multiplication des restructurations souveraines en Afrique (Zambie, Zimbabwe). Pour les agences de notation occidentales, en revanche, le bras de fer a mis en lumière une forte exposition aux risques souverains. En juin, Fitch Ratings a ainsi abaissé d'un cran la note de la dette à long terme d'Afreximbank, à BBB-, citant notamment les incertitudes entourant certaines créances contestées, dont celles liées au Ghana et à la Zambie. Moody's a suivi, renchérissant mécaniquement le coût de financement de la banque sur les marchés internationaux. Ces évaluations ont été vivement contestées par la banque. Dans cette optique, l'accord conclu avec Accra constitue désormais un test clé : les agences chercheront à savoir si Afreximbank a réussi à préserver l'intégrité de son bilan, ou si la résolution du dossier s'est accompagnée de concessions financières implicites. Selon Bloomberg qui cite « des personnes ayant une connaissance directe du dossier », Afrexim-

bank aurait accepté d'enregistrer des pertes sur le prêt concerné, un élément susceptible de conforter les agences de notation occidentales dans leur évaluation du risque porté par la banque.

## Les marchés asiatiques en contrepoint

Fait notable, ces interrogations occidentales contrastent avec la perception observée en Asie. Dans la foulée des tensions sur le dossier ghanéen, Afreximbank a en effet réussi plusieurs levées de fonds majeures sur les marchés asiatiques. En Chine, la banque a émis sa première obligation « panda », en levant 2,2 milliards de renminbis (environ 303 millions de dollars US) sur le marché obligataire interbancaire. Au Japon, elle a finalisé une deuxième émission d'obligations « samouraï », pour un montant de plus de 80 milliards de yens (environ 527 millions \$), avec un carnet d'ordres qui a attiré un large éventail d'investisseurs institutionnels. Ces opérations ont été accompagnées de notations favorables de la part d'agences asiatiques telles que China Chengxin International Credit Rating et la Japan Credit Rating Agency, qui mettent davantage l'accent sur la solidité institutionnelle d'Afreximbank, la diversification de ses financements et son rôle stratégique dans le commerce africain.

## RDC

# Outre l'étain, Rome Resources veut valoriser le potentiel en cuivre de Bisie North

Fin octobre, Rome Resources a publié la première estimation de ressources du projet Bisie North, révélant un potentiel polymétallique. Outre l'étain qui figure comme le principal produit exploré sur le site, la mise à jour avait mis en évidence d'autres métaux comme le cuivre, le zinc et l'argent. Alors qu'elle prévoit d'accélérer ses travaux d'exploration en 2026, la société britannique Rome Resources évalue également le potentiel économique d'une exploitation du cuivre à Bisie North, en République démocratique du Congo. Dans une mise à jour

publiée mardi 23 décembre, elle indique être en bonne voie pour finaliser les études engagées à cette fin, sur ce projet où l'étain demeure le principal produit d'exploration. « Au cours de l'année, des travaux métallurgiques ont également été commandés afin d'évaluer les procédés de traitement permettant de récupérer économiquement les importantes ressources de cuivre situées au-dessus des zones d'étain de Mont Agoma. La première phase de ces travaux est presque terminée et les résultats sont attendus prochainement », peut-on lire dans la note.

Publiée fin octobre dernier, la première estimation de ressources de Rome Resources a mis en évidence un système polymétallique à Bisie North, faisant ressortir 10 600 tonnes d'étain, mais aussi 46 900 tonnes de cuivre. C'est ce potentiel cuprifère que la société cherche désormais à mieux valoriser à travers les travaux métallurgiques engagés. Ceux-ci consistent en une série de tests destinés à évaluer les conditions dans lesquelles l'exploitation d'un métal pourrait être économiquement viable, notamment en identifiant le procédé de traitement le plus adapté et la qualité

du produit final. En s'intéressant à la valorisation des ressources de cuivre de Bisie North, Rome Resources cherche plus largement à se positionner sur un marché stratégique. Essentiel à des secteurs clés tels que l'électronique, les énergies renouvelables ou la mobilité électrique, le cuivre s'impose aujourd'hui comme un métal critique. Dans ce contexte, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) alerte sur le risque d'un déficit d'approvisionnement à l'horizon 2035, sous l'effet d'une demande appelée à croître fortement.

## POUR SOUTENIR L'INDUSTRIALISATION DU NORD

# Le Nigeria mise sur l'entrée en service prochaine du gazoduc AKK

En annonçant l'achèvement du soudage du gazoduc AKK, la compagnie publique nigériane NNPC a franchi une étape clé d'un projet longtemps retardé. Cette infrastructure est présentée comme un levier pour renforcer le marché intérieur du gaz et soutenir le développement industriel du nord du pays. Dimanche 28 décembre, le directeur général de la Nigerian National Petroleum Company Limited (NNPC), Bashir Ojulari (photo), a annoncé la finalisation du soudage de la conduite principale du gazoduc Ajaokuta-Ka-

duna-Kano. La traversée du fleuve Niger, considérée comme l'un des principaux points de blocage techniques du projet, est désormais achevée. Cette avancée doit permettre le raccordement de l'infrastructure au réseau gazier au début de l'année 2026 et l'acheminement du gaz vers Kaduna, Kano, Abuja et Ajaokuta. À l'issue d'une rencontre avec le président Bola Tinubu, le dirigeant de la NNPC a souligné que le projet dépassait le seul enjeu énergétique. Selon lui, le gazoduc est appelé à soutenir le développement d'industries consom-

matrices de gaz, notamment dans la production d'électricité, les engrais et les activités industrielles implantées le long du tracé. Conçu dès 2008, le gazoduc AKK, dont le coût est estimé à environ 2,8 milliards de dollars, occupe une place centrale dans la stratégie nigériane de valorisation du gaz naturel. Le nord du pays, confronté à des déficits chroniques d'infrastructures énergétiques, est présenté par les autorités comme l'un des principaux bénéficiaires du projet. Faisant partie des principaux produc-

teurs de gaz en Afrique avec l'Algérie et l'Égypte, le Nigeria cherche à mieux exploiter ses 209 trillions de pieds cubes de réserves prouvées. Toutefois, la dynamique du secteur reste contrastée. Malgré plusieurs projets annoncés, la production nationale de gaz a reculé de 1,2 % entre 2022 et 2023, selon l'Initiative nigériane pour la transparence dans les industries extractives. Une part significative du gaz extrait continue par ailleurs d'être torchée, en raison de capacités de transport et de traitement encore insuffisantes.

## KANYIKA La future première mine de niobium d'Afrique, désormais attendue en 2028

Avec le développement du projet Kanyika, Globe Metals & Mining cherche à devenir le premier grand producteur de niobium non brésilien depuis plus de cinquante ans. Le pays sud-américain domine encore largement l'approvisionnement de ce métal notamment utilisé dans la sidérurgie. Plus d'un an après le report annoncé en 2024, Globe Metals & Mining n'a toujours pas entamé les travaux de construction de son projet de niobium Kanyika, au Malawi. Dans une mise à jour de fin d'année publiée le vendredi 19 décembre 2025, la compagnie australienne indique être encore à l'étape de la mobilisation des financements nécessaires à la concrétisation de ce chantier, appelé à devenir la première mine à grande échelle de niobium en Afrique. En raison de ces retards, la mise en production du projet est désormais repoussée à 2028, contre une échéance précédemment fixée au début de l'année 2026. Une nouvelle année de report. En septembre 2024, la société avait annoncé avoir obtenu du gouvernement malawite une prolongation d'un an du délai prévu pour le démarrage des travaux de construction de Kanyika. Cette période supplémentaire devait lui permettre d'avancer sur plusieurs étapes clés du développement du projet, notamment la sécurisation des financements, les études d'ingénierie préalables aux travaux et la conclusion d'accords de vente. À ce stade toutefois, aucun de ces objectifs n'a encore été atteint. Dans ce contexte, Lilongwe lui a de nouveau accordé, en septembre dernier, une nouvelle prolongation de 12 mois pour le démarrage des opérations de développement. Bien qu'aucun élément ne permette encore d'évaluer la faisabilité de cet objectif, Globe Metals & Mining se dit désormais en bonne position pour respecter ce calendrier. La société prévoit de finaliser dès mars 2026, une étude de faisabilité actualisée, étape cruciale pour préparer la décision finale d'investissement (FID) de Kanyika.

BOURSE DE NEW YORK

Un peu de rouge à Wall Street

Quasiment stable vendredi, les indices américains ont terminé la séance de lundi en repli, sous l’effet de quelques prises de bénéfices après le rallye haussier du début de la semaine dernière.

Le secteur des valeurs technologiques a été le plus touché, même si la baisse des indices a été minime et dans un volume d'affaires plutôt faible en pleine trêve des confiseurs. Le Dow Jones a cédé 0,51%, à 48 461,93 points, le Nasdaq Composite a perdu 0,50%, à 23 474,34 points, et le S&P 500 s'est affaïssé de 0,34%, à 6 905,75 points. Johnson & Johnson a cédé 0,03%, à 207,56 dollars à Wall Street. La société a annoncé la finalisation de l'acquisition d'Halda Therapeutics, une entreprise américaine de biotechnologie spécialisée en oncologie. Comme annoncé le 17 novembre dernier, le laboratoire a dépensé 3,05 milliards de dollars en numéraire pour s'offrir Halda Therapeutics et sa plateforme RIPTAC (Regulated Induced Proximity Targeting Chimeras, qui signifie Chimères de ciblage par proximité induite régulée). Les chiffres économiques du jour L'indice manufacturier de la Fed de

Dallas en décembre est tombé à -10,9 en décembre, après -10,4 en novembre. Il était attendu à -2,5. L'indice des promesses de ventes de logements a progressé de 3,3% en novembre, soit un niveau supérieur au consensus qui visait une hausse de 1%. Il avait augmenté de 2,4% en octobre. Les valeurs à suivre Le fondateur de Lululemon, Chip Wilson, lance une bataille par procuration pour modifier le conseil d'administration de l'entreprise canadienne spécialisée dans l'habillement sportif. Cette annonce intervient quelques jours après le départ du directeur général Calvin McDonald. Wilson aurait proposé trois candidats pour le conseil d'administration : Marc Mauer, ancien co-directeur général de On Running, Laura Gentile, ex-directrice marketing d'ESPN, et Eric Hirshberg, ancien PDG d'Activision, selon un article du Wall Street Journal. Nvidia Nvidia a dépensé près de 5 milliards de

dollars pour acquérir des actions Intel, conformément aux annonces de septembre. Selon l'autorité des marchés financiers américaine, Intel a procédé à l'émission et la vente de 214 776 632 ac-

tions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,001 dollar par titre, à Nvidia, pour un prix d'achat total en numéraire de 5 milliards de dollars, soit 23,28 dollars par action.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 29 Décembre 2025
Valeur : 31 Décembre 2025

| BASE | DEVISES |                     |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           |  | 129.3982    | 129.4132    |
| 1    | EUR     | EURO                |  | 152.3276    | 152.3711    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      |  | 174.4852    | 174.5996    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 82.8997     | 82.9147     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 18.4609     | 18.4652     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         |  | 163.9612    | 164.0842    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 94.5340     | 94.5796     |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        |  | 20.4040     | 20.4083     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 14.1070     | 14.1121     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.9185     | 12.9231     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          |  | 35.2267     | 35.2404     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 34.4988     | 34.5047     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 421.4925    | 421.6787    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 44.3018     | 44.7470     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 14.1965     | 14.1981     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 23.8522     | 23.9743     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.2521      | 3.2622      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 177.2565    | 177.2565    |

L’Europe ouvre stable, volume d’échanges faible

Les principales Bourses européennes ont ouvert sans grand changement mardi, dans un volume d'affaires limité en cette fin d'année. À Paris, le CAC 40 perd 0,13% à 8.101,56 points vers 08h15 GMT. A Londres, le FTSE 100 prend 0,09% et à Francfort, le Dax est inchangé. L'indice EuroStoxx 50 grappille 0,02%, le FTSEurofirst 300 est inchangé et le Stoxx 600 prend 0,04%.

Les investisseurs suivront ce mardi la publication, à 19h00 GMT, des "minutes" de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) qui avait donné lieu à une baisse des taux. Les réactions pourraient néanmoins être limitées en l'absence d'une partie des acteurs de marché. Une demi-séance est prévue mercredi sur Euronext et à Wall Street, tandis que jeudi sera chômé pour le Nouvel An.

BOURSE ZURICH

En rouge pour la dernière séance de l’année

La Bourse suisse a ouvert en petite baisse mardi en entame de la dernière séance de l'année. En la quasi absence d'actualité d'entreprises ou conjoncturelles, les quelques intervenants restant pourront se réjouir d'une année boursière plus que positive. Les pourparlers de paix en Ukraine et les manœuvres militaires de l'armée chinoise autour de Taïwan étaient quasiment les seuls événements qui pourraient influencer les cours avant la fermeture ce soir de la place zurichoise avant une longue pause de cinq jours. Le négoce ne reprendra en effet que lundi prochain, premier jour des transactions en 2026.

En soirée, les investisseurs pourront tout de même se pencher sur le protocole de la précédente réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Pour Frank Sohleder, analyste d'Activ-trades, ce rapport pourrait cependant agir comme un catalyseur au vu des faibles volumes. "Si les intervenants devaient y déceler le signe d'une politique monétaire encore plus expansionniste, ils pourraient lancer prématurément le feu d'artifice de la St-Sylvestre", a estimé l'expert, avertissant cependant qu'un indice sur une politique plus restrictive pourrait par contre se solder par des "ventes massives". Les métaux précieux continuaient pendant

ce temps à jouer au yoyo, or (+0,9%), argent (+3,8%) et platine (+2,6%) se reprenant après leur chute de la veille. Vers 09h10, l'indice vedette SMI baissait de 0,06% à 13'235,00 points, après avoir clôturé la veille autour de l'équilibre (-0,02%). L'année va se clôturer sur de solides gains pour le Swiss Market Index, qui affiche pour l'heure une envolée de 14,1% depuis janvier. Parmi les autres indices, le SLI reculait de 0,07% à 2136,72 points et le SPI abandonnait 0,15% à 18'1578,31 points. Aucune annonce d'entreprise n'étant venue perturber les préparatifs des festivités de la St-Sylvestre, les valeurs vedettes se dra-

paient majoritairement de rouge. Les plus fortes baisses étaient enregistrées par Lindt (-0,7%) et Logitech (-0,6%), alors que le petit tableau des gagnants été mené par UBS (+0,3%) et Lonza (+0,1%). Parmi les gagnants de l'année figurent le géant des matériaux de construction Holcim, dont le cours s'est envolé de 69,3% depuis début 2025, suivi par le laboratoire Galderma (+59,8%) et le spécialiste des génériques Sandoz (+55,2%). A l'inverse, l'exercice a été clairement négatif pour le fabricant d'aides auditives Sonova (-30,2%), le chimiste du bâtiment Sika (-24,6%) et le numéro un mondial des arômes et parfums Givaudan (-20,9%).

BOURSE DE PARIS

À l’équilibre avant la fin de l’année

La Bourse de Paris évolue proche de l'équilibre mardi dans une séance aux volumes faibles et sans catalyseur, à l'approche de la fin de l'année 2025. Vers 09H50 heure de Paris, l'indice vedette CAC 40 perdait quelque 0,06% soit une perte de 4,66 points pour s'établir à 8.107,36 points. Lundi, le CAC 40 avait terminé en timide hausse de 0,10% à 8.112,02 points. En pleine période de fêtes de fin d'année, les volumes d'échanges restent faibles car de nombreux

investisseurs ont délaissé le marché. "Les faibles indications de marché en provenance des États-Unis sont pour l'essentiel déjà intégrées dans les cours et il n'y a pas eu non plus de nouvelles impulsions de marché venant d'Asie, de sorte que la séance (...) devrait se dérouler de manière relativement calme et sans événements notables", commente Andreas Lipkow, analyste indépendant. L'attention des investisseurs devrait se focaliser sur la situation

en Ukraine. Moscou a accusé lundi Kiev d'avoir lancé dans la nuit une attaque de drones sur la résidence du président russe Vladimir Poutine, prévenant que sa position dans les négociations en cours pour mettre fin au conflit en Ukraine serait de ce fait "réexaminée". Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a aussitôt qualifié cette accusation de "mensonge" destiné à préparer de nouvelles attaques contre Kiev et à "saper" les efforts diplomatiques entre

l'Ukraine et les Etats-Unis, au lendemain d'une rencontre en Floride avec Donald Trump. Également à l'agenda du jour, le marché attend le compte-rendu ("minutes") de la dernière réunion de la banque centrale américaine (Fed), qui pourrait donner de nouvelles indications sur la trajectoire monétaire privilégiée par la Réserve fédérale dans les prochains mois, après trois réductions de taux consécutives. Le CAC 40 s'inscrit pour l'instant en hausse de près de 10% de-

puis le début de l'année, une meilleure performance qu'en 2024, année durant laquelle il avait reculé de 2,15%. L'indice vedette parisien reste cependant largement en retard en comparaison de ses voisins européens. Le Dax de la Bourse de Francfort et le FTSE 100 à Londres affichent pour le moment une progression de plus de 20%, tandis que Milan (+30%) et Madrid (+49%) enregistrent des gains jusqu'à cinq fois supérieurs à la place parisienne.

A COMPTER DU 1ER JANVIER 2026

# Les grandes puissances commerciales s’apprêtent à appliquer de nouvelles règles

*D’importantes réglementations économiques et commerciales touchant à la tarification du carbone, à la sécurité des consommateurs, à la fiscalité, aux actifs numériques et aux déplacements entreront en vigueur jeudi 1er janvier dans l’Union européenne, aux États-Unis, en Chine et dans d’autres juridictions, redessinant les échanges mondiaux et les cadres réglementaires.*

L’Union européenne mettra en œuvre une taxe carbone aux frontières sur les importations de certains produits issus de secteurs fortement émetteurs, notamment le fer et l’acier, le ciment, l’aluminium, les engrais et l’hydrogène. Le bloc adoptera également un nouveau règlement sur la sécurité des jouets visant à réduire la mise sur le marché de jouets dangereux et à protéger les enfants contre les risques liés aux perturbateurs endocriniens, aux substances nocives pour les voies respiratoires et aux produits chimiques toxiques pour la peau et les organes. Dans ce cadre, des substances telles que les « produits chimiques éternels » et certains bisphénols dangereux seront interdites dans les jouets, tout comme les parfums allergènes dans les jouets destinés aux enfants de moins de trois ans. Les fabricants devront procéder à des évaluations de sécurité couvrant les risques chimiques, physiques, mécaniques et électriques avant toute mise sur le marché. Tous les jouets devront par ailleurs être dotés d’un passeport numérique de produit clairement visible afin de renforcer la traçabilité et de faciliter la surveillance du marché et les contrôles douaniers. Les entreprises auront jusqu’au 1er août 2030 pour se conformer à ces nouvelles exigences. Toujours dans l’UE, l’entrée en vigueur des règles révisées d’origine pan-euro-méditerranéennes (PEM) marquera la fin de la période transitoire durant laquelle les anciennes et les nouvelles règles s’appliquaient simultanément. Les règles d’origine seront harmonisées entre les partenaires commerciaux de l’Union, mettant à jour les mécanismes de cumul d’origine utilisés comme preuve d’origine dans les échanges avec les pays de la région PEM. L’approvisionnement en matières premières et en produits au sein de cette zone devra également s’aligner sur les nouvelles normes. Le régime européen de reporting financier et environnemental introduira de nouvelles obligations et pérenniserà des dispositifs existants. À compter du 1er janvier, les exigences en matière de reporting de durabilité

s’étendront à un plus grand nombre d’entreprises. Les grandes entreprises de plus de 250 salariés répondant à certains critères devront publier des rapports de durabilité. La période de reporting débutera également pour les petites et moyennes entreprises cotées sur les marchés boursiers de l’UE, les plus petites pouvant bénéficier d’un report de leurs obligations. La Bulgarie, membre de l’Union européenne depuis 2007, adoptera l’euro le 1er janvier, portant à 21 le nombre de pays de la zone euro. Le dernier pays à avoir rejoint la zone était la Croatie, en 2023.

## Les utilisateurs de cryptoactifs devront partager leurs données avec les autorités fiscales

Dans le cadre du dispositif de déclaration des cryptoactifs de l’Organisation de coopération et de développement économiques (CARF), les prestataires de services sur cryptoactifs seront tenus de transmettre aux autorités fiscales les données d’identité des utilisateurs ainsi que les détails de leurs transactions. Le Royaume-Uni et les Pays-Bas figurent parmi les pays qui commenceront à appliquer ce dispositif au 1er janvier, tandis qu’environ 48 pays et juridictions l’ont déjà adopté. Les informations collectées au titre du CARF seront échangées entre autorités fiscales internationales afin de renforcer la transparence, de lutter contre l’évasion fiscale, de rapprocher le reporting des cryptoactifs de celui du secteur financier traditionnel et de garantir le paiement des impôts dus.

## Les transferts internationaux d’argent aux États-Unis soumis à une taxe

Aux États-Unis, plusieurs mesures fiscales prévues par la loi « One Big Beautiful Bill » adoptée en juillet sous la présidence de Donald Trump entreront en vigueur l’an prochain. La déduction fiscale pour les impôts étatiques et locaux (SALT) passera à un sys-

tème basé sur le revenu. Le plafond, fixé pendant de nombreuses années à 10 000 dollars, sera relevé à 40 000 dollars pour les contribuables dont le revenu annuel est inférieur à 500 000 dollars. Cette déduction diminuera progressivement au-delà de ce seuil, offrant un avantage fiscal notable, en particulier pour les résidents d’États à forte pression fiscale comme New York ou la Californie. Les transferts internationaux d’argent seront soumis à une taxe de 1 % pour certains envois étrangers effectués en espèces, par mandat ou par chèque. Les transferts réalisés via cartes bancaires ou de crédit, comptes bancaires, portefeuilles numériques ou cartes prépayées ne seront pas concernés. La taxe s’appliquera uniquement à l’expéditeur. Le gouvernement fédéral rendra également permanent le taux de 10,5 % de la taxe BEAT (Base Erosion and Anti-Abuse Tax) afin d’empêcher les grandes entreprises de réduire leur charge fiscale par des paiements internationaux. Par ailleurs, les droits de douane sur les meubles en bois rembourrés passeront de 25 % à 30 %, et ceux sur les meubles de cuisine et de salle de bains de 25 % à 50 %.

## Extension des restrictions de voyage aux États-Unis et fin de certaines

Des restrictions partielles s’appliqueront à l’Angola, Antigua-et-Barbuda, le Bénin, le Burundi, Cuba, le Gabon, la Gambie, la Côte d’Ivoire, la Dominique, le Malawi, la Mauritanie, le Nigeria, le Sénégal, la Tanzanie, les Tonga, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe. Les incitations fiscales en faveur de l’efficacité énergétique des logements seront supprimées. La déduction annuelle pouvant aller jusqu’à 3 200 dollars pour des équipements tels que les pompes à chaleur, fenêtres, portes, isolations ou systèmes de climatisation centrale disparaîtra, tout comme la déduction pouvant atteindre 5 000 dollars par logement pour les constructeurs de maisons neuves à haute performance énergétique.

## ASIE DU SUD-EST Un « aimant » attirant les flux de capitaux mondiaux

Les flux de capitaux internationaux connaissent un fort retour sur les marchés boursiers d’Asie du Sud-Est en décembre 2025, faisant de la région un secteur financier prometteur pour 2026. Selon le Japan Times, les fonds étrangers ont injecté 337 millions de dollars dans les marchés émergents de l’ASEAN, soit le niveau le plus élevé depuis septembre 2024. Les experts prévoient que si les niveaux d’investissement retrouvent la moyenne des trois dernières années, les entrées de capitaux dans la région pourraient atteindre 20 milliards de dollars.

## BULGARIE Sofia rejoindra la zone euro le 1er janvier 2026

La Bulgarie deviendra officiellement le 21e pays à adopter l’euro le 1er janvier 2026. Elle abandonnera ainsi le lev, sa monnaie nationale en vigueur depuis des décennies, au profit de la monnaie unique européenne. La zone euro compte actuellement environ 350 millions d’habitants, et ce nombre augmentera de près de 6,5 millions avec l’adhésion officielle de la Bulgarie.

## CHINE Pékin étend son mécanisme de gestion des capitaux transfrontaliers à l’échelle nationale

La Chine a officiellement lancé un programme pilote national autorisant les multinationales à gérer des fonds de capitaux intégrés en devises chinoises et étrangères. Conformément à cette nouvelle politique, les multinationales répondant aux critères (chiffre d’affaires national de 10 milliards de yuans et transactions transfrontalières de 7 milliards de yuans) bénéficieront d’une gestion centralisée de leurs capitaux, d’un système de compensation et de règlement net, ainsi que d’une régulation interne de leur liquidité.

## ALLEMAGNE

### L’emploi industriel toujours dans le rouge en 2026, selon un institut

Les perspectives d’emploi demeurent sombres en Allemagne pour l’an prochain, surtout dans l’industrie, pilier de l’économie que le gouvernement de Friedrich Merz cherche à relancer, selon une enquête publiée lundi par l’institut IW de Cologne. Seules neuf fédérations professionnelles anticipent une hausse de l’emploi l’an prochain, tandis que 22 prévoient des suppressions de postes par rapport à 2025 et 15 s’attendent à une stagnation, selon l’enquête.

Le solde reste donc négatif, même s’il s’améliore légèrement par rapport à l’an dernier. La situation reste particulièrement préoccupante dans l’industrie, où la majorité des secteurs s’attendent à des réductions d’effectifs en 2026, notamment les poids lourds que sont l’automobile, la chimie et la machine-outil. La pharmacie, l’aéronautique et le spatial, ainsi que la construction navale et les technologies maritimes prévoient de leur côté des embauches nettes, selon

IW. Après trois années de stagnation, le gouvernement de coalition du chancelier Friedrich Merz a lancé depuis mai une vaste offensive d’investissements publics de plusieurs centaines de milliards d’euros, assortie de baisses d’impôts sur les sociétés, d’un "agenda high-tech" et d’un allègement des coûts de l’énergie de 10 milliards d’euros dès 2026. "Le gouvernement fédéral est sur une très bonne voie", a résumé lundi le porte-parole adjoint du gouvernement, Sebastian Hille, lors d’un point presse

régulier. Ces mesures commencent à produire certains effets, selon l’institut : "On observe par exemple de meilleures perspectives dans la construction et dans l’industrie de la technologie de sécurité, liées aux programmes d’investissement", déclare à l’AFP Michael Grömling, économiste à l’IW. Mais le cœur industriel du pays reste sous pression, avec une perte de 120.300 emplois en un an (-2,2 %) et de près de 272.000 postes depuis 2019 (-4,8 %) selon le cabinet EY.

# 30% des smartphones Android sont obsolètes et vulnérables avec 1 milliard de victimes potentielles

*Un rapport du spécialiste en cybersécurité Zimperium révèle qu'un smartphone Android sur deux ne fonctionne pas avec la dernière version de son système. En fait, du côté d'Android, près d'un smartphone sur trois serait même obsolète. On estime qu'un milliard d'utilisateurs se retrouveraient vulnérables et sans défense face aux attaques.*

La fragmentation persiste au sein de l'écosystème Android et malgré les efforts de Google, les failles de sécurité se multiplient, c'est en tout cas ce que point le cabinet Zimperium dans un récent rapport.

## Un écosystème toujours fragmenté

Selon les statistiques fournies par Zimperium, plus de 50% des appareils mobiles accusent un retard logiciel et n'exécutent pas une version récente de l'OS. Mais le constat s'aggrave avec les données de StatCounter : plus de 30% des utilisateurs Android sont encore sous Android 13 ou une version antérieure sortie en 2022. Ces modèles spécifiques ont perdu le support de Google. Cela signifie qu'environ un milliard de smartphones restent figés dans le temps, définitivement incapables de recevoir les nouveaux correctifs de sécurité.

On le sait, chez Apple, la donne est différente. Le contrôle unifié du matériel et du logiciel permet de pousser les mises à jour simultanément sur tous les iPhone. Du coup, 90% des iPhone actifs dans le monde restent à jour au même moment. Du côté d'Android, les utilisateurs apprécient le choix et les différents segments tarifaires. Cela signifie aussi que des centaines de constructeurs doivent adapter chaque mise à jour à leurs propres interfaces et à différentes configurations logicielles. Ce processus complexe se traduit alors par des déploiements échelonnés. Concrètement, une vulnérabilité peut être identifiée et corrigée par Google, mais rester exploitable pendant des mois sur un téléphone en attendant que le fabricant daigne pousser la mise à jour.

En avril dernier, nous rapportions par exemple que 15% des smartphones Android étaient encore sous la version 12 du système alors que ce dernier ne bénéficiait plus de correctif de sécurité depuis le mois de mars.



1 milliard d'utilisateurs non protégés

Pour le cabinet Zimperium, conserver un smartphone dont le support est terminé n'est pas simplement un risque hypothétique, c'est une porte ouverte aux cybercriminels. La seule mise à jour de sécurité de décembre a corrigé 107 vulnérabilités. Pour le milliard d'appareils exclus de cette maintenance, ces 107 failles deviennent donc permanentes. PhoneArena rapporte les propos de James Maude, de la société de sécurité BeyondTrust. Ce dernier précise que les attaquants savent exactement quels modèles sont vulnérables. Ces failles deviennent rapidement des "exploits incontournables" pour les pirates qui ciblent spécifiquement ces appareils non protégés. Car, au-delà des bugs et des applications qui finissent, elles aussi, par ne plus recevoir de mise à jour, l'utilisateur fragilise donc la sécurité de ses mots de passe, données personnelles et applications bancaires. Google ne publie pas une date officielle de "fin de vie" pour chaque version d'Android. La firme applique une règle implicite : elle

assure le support de sécurité actif (avec des correctifs chaque mois) pour la version en cours et les deux ou trois versions précédentes. Avec l'arrivée d'Android 16 en juin 2025, les versions encore officiellement maintenues sont devenues Android 16, 15 et 14. Android 13, sorti trois ans plus tôt en 2022, est théoriquement sorti du cycle de maintenance prioritaire. Techniquement, le code source AOSP (Android Open Source Project) peut encore recevoir des corrections jusqu'en début 2026, mais c'est purement théorique. En pratique, les constructeurs comme Samsung ou Xiaomi cessent de déployer ces patches dès que Google ne les oblige plus à le faire pour conserver la certification Google Play Services. Résultat : un utilisateur avec Android 13 aujourd'hui en décembre 2025 ne recevra plus les mises à jour de sécurité mensuelles, exactement comme les utilisateurs sous Android 12 ou 11. Selon les dernières données de Statcounter, 10,8% des smartphones Android seraient encore sous la version 12 et 15% sur Android 13.

## Cyberattaque contre Ubisoft

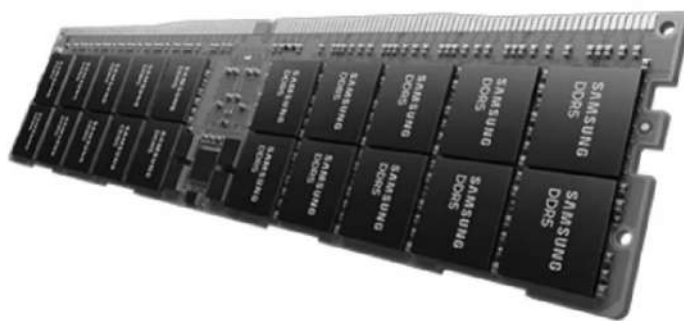
L'éditeur de jeux vidéo a été contraint de mettre hors ligne son jeu multijoueurs « Tom Clancy's Rainbow Six Siege » à la suite de l'exploitation d'une faille qui a permis à des pirates de manipuler les systèmes de jeu principaux et d'injecter environ 2 milliards de crédits R6 dans les comptes des joueurs (représentant dans la vraie vie 13,33 M\$). Les pirates ont également manipulé les systèmes de bannissement et de modération du jeu et diffusé des messages administrateurs. « Ce type de violation révèle de graves vulnérabilités au niveau du backend », a indiqué William Fieldhouse, directeur de la société de services de tests d'intrusion Aardwolf Security. « Lorsque les pirates peuvent modifier arbitrairement les devises, les inventaires et les statuts des comptes des joueurs, ils ont en fait obtenu un accès administratif aux fonctions essentielles de la base de données. L'application incohérente des modifications suggère soit une exploitation automatisée, soit plusieurs vecteurs d'attaque testés simultanément. » Suite à ce piratage, Ubisoft a indiqué qu'une restauration complète de son jeu en ligne est en cours et que les transactions effectuées avec les crédits injectés seront annulées mais qu'aucun joueur ne sera banni pour les avoir utilisés.

## Nvidia investit 5 Md\$ dans Intel

Ce qui lui donnera près de 4 à 5% du capital de son rival historique, sous réserve du feu vert des régulateurs. L'accord s'accompagne d'un partenariat stratégique : les deux groupes co-développeront plusieurs générations de puces pour centres de données et PC, en mariant CPU x86 Intel et GPU et technologies d'accélération IA Nvidia, notamment via des interconnexions haut débit type NVLink. Objectif : répondre à l'explosion de la demande en puissance de calcul pour l'IA tout en diversifiant les sources de production au-delà de TSMC et en renforçant la capacité de fonderie d'Intel, notamment le 18A, soutenue depuis peu par une prise de participation de 10% de l'État fédéral américain. Cette alliance rebat les cartes face à AMD, ARM et aux acteurs chinois, et a déjà propulsé le titre Intel de plus de 20 à 30% à Wall Street.

## Hausse du prix des PC suite à la pénurie mondiale de mémoire en 2026

Selon le cabinet IDC, un recul du marché des PC de 8,9 % en 2026 est à prévoir. Le recentrage des capacités de production de puces mémoire HBM pour les datacenters IA au détriment des modules de type DRAM et NAND est pointé. Le prix moyen des ordinateurs pourrait augmenter jusqu'à près de 9 % en 2026 en raison d'une pénurie mondiale de puces mémoire DRAM et NAND principalement. D'après le cabinet IDC cette situation s'explique par la forte augmentation de la demande en mémoire HBM pour les centres de données IA, qui est prioritaire par rapport à la production de mémoires vive et flash traditionnelles, mais moins rentable pour les fabricants. Par ailleurs, en raison de cette pénurie, IDC pense que le marché des PC pourrait aussi connaître



une baisse comprise entre 2,4 et 8,9 % en 2026 selon différents scénarios. « Si le marché des smartphones est sous pression, le marché des PC se prépare à subir des perturbations. Le moment choisi pour la pénurie de mémoire crée une tempête par

faite pour l'industrie des PC, qui se heurte au cycle de renouvellement de fin de vie de Microsoft Windows 10 et à la campagne marketing en faveur des PC IA », a fait remarquer le cabinet d'études. À mesure que les pressions sur

les coûts s'intensifient, les fournisseurs de PC annoncent des hausses de prix généralisées au second semestre 2026. Lenovo, Dell, HP, Acer et Asus ont averti leurs clients de conditions plus difficiles à venir, confirmant des hausses de 15 à 20 % et des révisions de contrats en guise de réponse à l'échelle de l'industrie. Les constructeurs de PC en marque blanche et de second niveau, souvent locaux, en revanche, supporteront le plus lourd fardeau de la pénurie, notamment les systèmes DIY, souvent assemblés par les joueurs. En revanche, les grands équipementiers ont la possibilité de gagner des parts de marché sur les petits assembleurs dans le domaine du gaming en positionnant les systèmes préassemblés comme apportant une valeur ajoutée supérieure.

### Des hausses de prix encore à attendre

Dans une interview accordée à la chaîne YouTube Full Nerd Network de PCWorld, Cameron Crandall, responsable commercial chez Kingston pour l'activité datacenter, toute personne souhaitant mettre à niveau son système devrait le faire dès que possible plutôt que d'attendre une baisse des prix. « La meilleure chose à faire si vous envisagez de mettre à niveau votre système est de le faire maintenant, car les prix vont continuer à augmenter », a-t-il recommandé. « Mon conseil aujourd'hui serait de ne pas reporter cet achat, parce qu'il sera plus cher dans 30 jours, et probablement encore plus cher dans les 30 jours suivants. »

## LE "PREMIER VÉHICULE AU MONDE À IMPACT CLIMATIQUE POSITIF"

# Où en est le Tesla Model Y censé faire des miracles ?

En 2021, l'entreprise autrichienne dévoile un prototype de Tesla Model Y roulant au méthanol avec une petite batterie. 4 ans plus tard, la technologie n'a toujours pas percé en dehors de quelques petits sites pilotes de production ça et là. Produire des carburants propres ou de l'hydrogène vert coûte cher, et demande de grosse productions d'électricité. Et aucun industriel ne parvient pour l'instant à convaincre au delà de certains usages très spécifiques.

S'il y avait une voiture parfaite pour rassembler tous les lobbys en quête de visibilité, en voici une. Et à première vue, ce Tesla Model Y n'a pas grand-chose de différent d'un autre Model Y si ce n'est des marquages sur les flancs qui donnent un indice sur ce que l'on peut trouver sous le capot. Ce Model Y est un prototype développé avec une petite batterie et un prolongateur d'autonomie pouvant fonctionner au carburant de synthèse. Tous les secteurs qui ont des intérêts dans ces technologies se sont manifestés médiatiquement : la capture du CO<sub>2</sub>, les énergies renouvelables, les biocarburants et au passage les carburants de synthèse. Sans oublier quelques partis politiques. L'initiative nous venait en 2021 d'une entreprise autrichienne qui avance des chiffres flatteurs, notamment sur le prix hypothétique d'une telle voiture si elle était produite en masse. Mais beaucoup trop d'obstacles restent à lever pour espérer une telle technologie pour le grand public.

### Le Tesla Model Y qui roule au méthanol

Le terme « méthanol » peut surprendre car ceux qui connaissent le monde des véhicules radiocommandés ou encore du dragster savent que c'est un carburant extrêmement inflammable (sous sa forme très pure, M100, à près de 100 % de méthanol), capable d'atteindre des puissances moteur très élevées à des régimes de rotation importants. Mais ce méthanol là est différent. Il s'agit simplement du fameux carburant de synthèse que l'on évoque souvent dans nos colonnes, et qui est produit à partir de la capture de CO<sub>2</sub> (dans l'air, ou directement en sortie d'installations industrielles pour plus d'efficacité), et d'hydrogène vert issu



d'électricité renouvelable. Un processus long, énergivore et au rendement encore assez faible qui a toutefois un intérêt : produire un carburant qui se rapproche de la neutralité carbone et utilisable directement dans un moteur à combustion actuel. Un carburant facile à stocker, et qui produit peu de polluants à la combustion. Bien des avantages sur le papier donc.

C'est sur cette base que les ingénieurs d'Obrist ont travaillé avec un prototype de Model Y qui n'est pas franchement nouveau. Juste après la pandémie, l'entreprise communiquait déjà sur son véhicule : la batterie d'origine a été remplacée par un pack beaucoup plus petit d'à peine 17 kWh (autonomie d'environ 80 km en mode électrique) et un moteur compact bicylindres, qui sert de générateur d'électricité, permet d'accroître en

théorie l'autonomie à plus de 1000 km. Le tout avec un cycle carbone extrêmement favorable grâce au carburant synthétique.

### Où en est la voiture du futur à 28 000 € ?

« En production de masse, un véhicule équipé de cette nouvelle technologie pourrait être proposé aux alentours de 28 000 € », revendique la société autrichienne. Sauf que, et nous l'avons déjà évoqué maintes fois, ces carburants de synthèse sont encore rares, très chers et pas forcément destinés à l'automobile dans un premier temps.

Le Model Y utilisé ne sert que de démonstrateur à la technologie d'hybridation d'Obrist qui espère convaincre des clients comme des constructeurs ou de plus petits artisans. Durant l'automne, la

société communiquait sur la première installation distribuant du carburant vert. Mais Obrist y va particulièrement fort. L'entreprise parle carrément d'un « carburant innovant à CO<sub>2</sub> négatif » ! En clair, un carburant qui capte plus de CO<sub>2</sub> que ce qu'il rejette.... Ce qui n'est pas totalement vrai (voire carrément faux) si l'on tient compte de la production d'électricité nécessaire pour ces carburants. En effet, à l'heure actuelle, l'hydrogène vert indispensable pour s'approcher d'une hypothétique neutralité carbone coûte extrêmement cher. Sans compter sur un rendement de bout en bout de la chaîne (de la capture du CO<sub>2</sub> jusqu'à l'usage du carburant dans le moteur) particulièrement faible, où les pertes se multiplient entre elles.

Une donnée rappelle également à quel point l'hydrogène vert et les carburants de synthèse sont loin d'être des solutions à grande échelle : si l'on devait faire tourner tous les camions européens à l'hydrogène propre et vert, il faudrait produire l'équivalent de 2700 TWh d'électricité par an. Soit près de 430 centrales nucléaires supplémentaires ou carrément 27 000 km<sup>2</sup> de panneaux solaires. En gros, recouvrir la totalité de la Belgique et une partie des Pays-Bas de panneaux solaires, juste pour faire tourner les seuls poids lourds (prioritaires sur ces carburants face aux voitures) avec de l'hydrogène. Ce serait encore pire avec des carburants de synthèse qui nécessitent une étape de transformation supplémentaire... Pour tous les acteurs de l'hydrogène vert et des carburants de synthèse, la révolution se situe donc plutôt en Afrique, en plein désert, où le soleil brille 365 jours par an et où l'espace ne manque pas pour les panneaux solaires.

## Le Kia EV5, un nouveau SUV électrique familial, est à la fois cher et bien placé

Nouveau concurrent des Renault Scénic et autres Peugeot E-3008, ce SUV électrique coréen n'a pas droit au bonus écologique complet en France et coûte assez cher en premier prix. Mais il dispose alors d'une grosse batterie et d'un équipement complet. Et voilà donc encore un concurrent de plus dans la catégorie des SUV compacts familiaux électriques, où la plupart des constructeurs automobiles peuvent désormais compter sur au moins un modèle. Après le gros EV6, l'EV3 plus compact et la berline EV4, Kia lance son EV5 dont le format (4,61 mètres de long) le place quasiment en face du Renault Scénic, du Peugeot E-3008 ou du Volkswagen ID.4. En raison de sa fabrication en Corée du Sud (il sera également assemblé en Chine pour les exemplaires destinés à ce marché), cet EV5 n'aura hélas pas droit à la prime CEE complète

sur le marché français. Voilà qui compliquera évidemment sa commercialisation chez nous et qui pousse Kia à adapter son prix français.

### A partir de 44 990€

Sauf qu'avec un prix de départ fixé à 44 990€, cet EV5 ne fait pas partie des modèles les plus abordables de la catégorie. Avant bonus et remises, le Peugeot E-3008 s'affiche à 45 090€ avec ses batteries de 73 kWh promettant 526 km d'autonomie maximale WLTP. Disponible à partir de 41 990€ avec de petites batteries de 60 kWh limitant son autonomie (429 km), le Renault Scénic demande 46 990€ au minimum avec ses accumulateurs de 87 kWh donnés pour 623 km d'autonomie WLTP. Une fois le bonus retranché, ces deux modèles sont moins chers que le Coréen. Heureusement, l'EV5 possède



lui aussi une grosse batterie (81,4 kWh de capacité), alimentant un moteur de 218 chevaux. Et il possède un très bon niveau d'équipement de série à ce prix. D'ailleurs, il n'existe sur le marché aucun SUV électrique de ce format disposant de batteries

aussi grosses à ce prix.

### Des performances électriques moyennes

Hélas, l'EV5 revendique des performances électriques moins impressionnantes que celles de

l'EV6. Dépourvu d'un circuit à 800 volts contrairement à son grand frère, il plafonne à 150 kW en recharge rapide et revendique un 10-80 % en 30 minutes. Son autonomie maximale WLTP annoncée est aussi un peu décevante, à 530 km.

Mots fléchés

|                               |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
|-------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|
| On peut les avoir en main     | Bouffon                                  | Conséquence                             | Liquide à l'odeur de chloroforme | Jubilation                              | Il pète plus haut qu'il n'a le cul | Châtiment               |
| Contentement                  |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
|                               | Coiffures papales                        |                                         | Le noble est la boxe             | Appareils pour élever des fardeaux      |                                    | Petits chapeaux bretons |
| Se tord                       |                                          | Religieux                               |                                  |                                         | Sorcier africain                   |                         |
| Vedettes en devenir           |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | Généreux                           |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | Homo-sexuel inversé                |                         |
| Très longue période           |                                          | Surnom d'un demi de mêlée (Struxiano)   | Hors d'ici                       |                                         | Béryllium                          |                         |
| Baie du Japon                 |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          |                                         | Scrupuleuse                      |                                         | Fugitive                           |                         |
|                               |                                          | Liquider                                |                                  | Conductrices d'équidés                  |                                    | Entravée                |
| Fleuve italien                | Napperon                                 |                                         |                                  | Pareil                                  | Cinquième mois du calendrier juif  | Drame au Japon          |
|                               | Langue du sud                            |                                         |                                  | Croquis                                 |                                    |                         |
|                               |                                          | Escarpement monoclin                    |                                  |                                         | Copains                            |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  | Prairie de hautes herbes                |                                    |                         |
|                               |                                          | Voie ferrée                             |                                  |                                         |                                    |                         |
| Culs                          |                                          |                                         |                                  |                                         | Fils de Pylade                     |                         |
| Barbecue                      | Pas un                                   |                                         |                                  |                                         | Ville de la tour penchée           | Tige d'une plante       |
|                               | Dictateur sanguinaire pendant la terreur |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | Vulgaire                           |                         |
|                               |                                          |                                         | Nouveau congé                    |                                         | Monument funéraire                 |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | H2O                                |                         |
| Mot d'encouragement           |                                          |                                         | L'Irlande en VO                  |                                         | Non être                           | Anis âcre               |
| Fleuve russe                  |                                          |                                         | Moment d'une journée             |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          | Coup de baguettes frappé sur un tambour |                                  | Auteur de J'irai cracher sur vos tombes |                                    | Moyen de transport      |
|                               |                                          | Empereur déchu                          |                                  | Note de musique                         |                                    |                         |
| Conjonction de coordination   |                                          | Attendue                                |                                  |                                         |                                    | Unique                  |
| Débarrasse l'eau              |                                          | Valeur refuge                           |                                  |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  | Un journal anglais (The)                | Instruments de combat              |                         |
| Attifé                        |                                          |                                         |                                  | Pur                                     |                                    |                         |
| Vin blanc cassis              |                                          |                                         |                                  | Dirigeant portugais                     |                                    | Division de la couronne |
|                               |                                          | Isolé                                   |                                  |                                         | Diminutif de Antonio               |                         |
|                               |                                          | Retira                                  |                                  |                                         | Épais                              |                         |
| Imbécile                      |                                          | Un sultanat                             |                                  |                                         | Partie d'un canon                  | Train de banlieue       |
|                               |                                          | Obtenue                                 |                                  |                                         |                                    | Connu                   |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | Bloquer                            | Accumulation            |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
| Coup de pieds                 |                                          |                                         |                                  |                                         |                                    |                         |
| Petit socle pour les golfeurs |                                          |                                         |                                  |                                         | Métamorphose                       | Arme rudimentaire       |
|                               |                                          |                                         | Affluent de la Dordogne          |                                         |                                    |                         |
|                               |                                          |                                         |                                  |                                         | Roublarde                          |                         |

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 62,22 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse mardi, renforçant les gains de la veille, dans un marché soutenu notamment par des facteurs géopolitiques. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février, dont c'est le dernier jour de cotation, prenait 0,45% à 62,22 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, prenait 0,41% à 58,32 dollars. Selon les experts, le marché pétrolier est impacté notamment par la persistance des tensions géopolitiques dans le monde sur fond de craintes par rapport aux perturbations de l'approvisionnement.



HADJ 2026

Organisation, samedi prochain, du tirage au sort pour le quota supplémentaire au profit des citoyens de la wilaya d'Alger

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé, mercredi dans un communiqué, l'organisation, samedi prochain, du tirage au sort pour le pèlerinage de la saison 1447h/2026, au titre du quota supplémentaire au profit des citoyens de la wilaya d'Alger âgés de 70 ans et plus, inscrits 10 fois ou plus au tirage au sort, sans succès. "En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant allocation d'un quota supplémentaire au profit des citoyens et citoyennes âgés de 70 ans et plus, inscrits 10 fois ou plus au tirage au sort du pèlerinage, sans succès, les services de la wilaya d'Alger annoncent qu'il a été décidé d'organiser un tirage au sort pour cette catégorie, samedi 6 décembre 2025, à partir de 09h30, au niveau de la salle de conférences de la wilaya d'Alger", précise le communiqué.

ETATS-UNIS

Légère hausse des stocks de pétrole brut et d'essence

Les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis ont légèrement augmenté lors de la semaine close de 15 décembre, selon les données publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Les réserves de bruts se sont établies à 424,8 millions de barils, en hausse de 0,4 million de barils par rapport à la semaine précédente, a indiqué l'EIA. Dans le détail, les stocks de produits distillés qui incluent notamment le fioul domestique, ont progressé de 0,2 million de barils sur la période. Les stocks d'essence ont, en revanche, affiché une hausse plus importante, de 2,9 millions de barils, toujours par rapport à la semaine précédente. L'Agence a également précisé que les raffineries ont fonctionné à 94,6% de leur capacité opérationnelle au cours de cette même semaine, avec une production moyenne de 9,8 millions de barils par jour.

LOI CRIMINALISANT LA COLONISATION FRANÇAISE EN ALGÉRIE

Une revendication populaire, selon Lahcen Zeghidi

Le coordinateur de la Commission algérienne Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, a mis en avant, mardi à Alger, l'importance de la loi criminalisant la colonisation française en Algérie, qui vient renforcer la protection de la mémoire nationale érigée en priorité par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de ses engagements. Lors d'une conférence organisée par l'association "Mechaal Echahid" au forum du quotidien El Moudjahid, sous le thème "La résistance et la Révolution nationale dans l'extrême Sud algérien", M.

Zeghidi a affirmé que le texte de cette loi constitue "une revendication populaire" et "une avancée historique" réalisée grâce à la volonté du président de la République, pour le renforcement de la protection de la mémoire nationale. Il a précisé que l'adoption de ce texte par les représentants du peuple se veut à la fois "un gage de fidélité et de reconnaissance envers les chouhada et les moudjahidine ayant enduré les affres d'un colonialisme brutal", et "un message fort" pour la France coloniale, rappelant que "la mémoire du peuple algérien est inaliénable et non négociable".

A cette occasion, M. Zeghidi a présenté un exposé mettant en lumière les principales étapes de la résistance populaire et de la Révolution nationale dans le sud du pays, et ses artisans qui ont mis en échec les tentatives du colonisateur français de diviser le pays, avant de passer en revue le rôle des résistances populaires qui ont incarné la résilience des populations du Sud face à l'invasion de l'armée coloniale au début du XXe siècle. De son côté, M. Ben Abderrahmane Ibrahim, petit-fils du chahid Cheikh Amoud Ben Mokhtar, a salué l'organisation de cette conférence historique au vu de son importance, tandis que M. Mohamed Ag Akhamouk, fils du défunt moudjahid Hadj Moussa Ag Akhamouk, a apporté un témoignage vivant sur le parcours militant de son père.

ORAN

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de plus de 35.000 comprimés psychotropes

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont réussi à démanteler un réseau criminel spécialisé dans le trafic de stupéfiants dans les quartiers urbains, avec la saisie de 35.250 comprimés de psychotropes, a indiqué, mardi, un communiqué de ce corps de sécurité. L'opération a conduit à l'arrestation de six individus, ainsi qu'à la saisie d'une quantité de substances psychotropes de type " Pregabaline 300 mg ", de deux véhicules utilisés pour le transport et la distribution de la drogue, et d'une

somme de 530.000 dinars provenant des activités criminelles, selon la même source. Cette opération fait suite à des renseignements de terrain obtenus par les éléments de la brigade, indiquant que les suspects transportaient et distribuaient la drogue, utilisant leurs domiciles comme lieux de leur activité criminelle et plusieurs véhicules, dans les quartiers urbains. Après la surveillance des suspects et leur identification, ainsi que la localisation de leurs domiciles, et après avoir accompli l'ensemble des procédures légales auprès du Procureur de la République

près le tribunal de Felaoucene, un mandat de perquisition et d'arrestation a été délivré. Une planification minutieuse a permis d'interpeller les suspects, selon la même source. Des poursuites judiciaires ont été engagées à l'encontre des suspects, qui ont été présentés devant la justice sous l'accusation de transport, distribution et stockage de stupéfiants en vue du trafic au sein d'un réseau criminel organisé. La justice a ordonné de placer les suspects en détention provisoire, selon la même communauté.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

37 morts et 1294 blessés en une semaine

Trente-sept (37) personnes ont trouvé la mort et 1294 autres ont été blessées dans 1118 accidents de la circulation survenus entre les 21 et 27 décembre, dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 3 morts et 48 blessés dans 32 accidents de la circulation, précise la même source.

Concernant les accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont pris en charge 157 personnes incommodées par ce gaz, déplorant toutefois le décès de 7 personnes dans les wilayas de Tiaret, Laghouat, Oum El Bouaghi, Mila, Sidi Bel Abbes et Sétif. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 824

interventions pour l'extinction de 475 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (76 incendies), Blida (31) et Oran (29). Durant la même période, 6798 interventions ont été effectuées pour le sauvetage de 512 personnes en situation de danger et l'exécution de 5850 opérations d'assistance diverses.

CONSTANTINE

Remise en service de l'hôtel Cirta après une vaste opération de rénovation

L'hôtel Cirta de Constantine a été remis en service mardi après une vaste opération de réhabilitation, de rénovation et de mise aux normes. Lancé en juillet 2014, le chantier a porté sur la restauration en profondeur de cette bâtisse emblématique datant de 1912, considérée comme un repère architectural et touristique majeur de la ville des ponts suspendus, a indiqué M. Bachir Belouahem, architecte consultant auprès de la Société d'investissement hôtelières (SIH), maître d'ouvrage. Les travaux ont porté essentiellement sur la consolidation de la structure et la

valorisation de son cachet historique, tout en l'adaptant aux exigences contemporaines en matière de sécurité et de confort, a souligné la même source. Il a ajouté que des moyens techniques modernes et adaptés ont été mobilisés pour assurer la solidité de l'édifice, notamment le recours à une charpente métallique et à la fibre de carbone devant permettre de renforcer durablement la structure, rendant aujourd'hui l'hôtel totalement résistant, tout en préservant son cachet architecturale. La remise aux normes s'est accompa-

gnée d'un travail de mise en valeur de l'aspect néo mauresque de l'infrastructure, qui confère à l'hôtel Cirta son caractère singulier, a encore ajouté la même source. Classé "hôtel palace", l'établissement allie désormais élégance patrimoniale et standards hôteliers de haut niveau et sa gestion est confiée à la SIH, a affirmé son président directeur général (Pdg) Moulay Larbi, présent à la cérémonie d'inauguration aux côtés des autorités locales. Le Pdg de la SIH, mettant en avant l'impact de l'opération qui s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat s'agissant

de la modernisation des hôtels à travers le pays, a indiqué que l'hôtel Cirta a ouvert environ 70 postes d'emplois, un chiffre appelé à augmenter pour atteindre environ une centaine de postes de travail. Le projet de réhabilitation de l'hôtel Cirta qui dispose désormais de 54 suites, a nécessité un investissement de 7 milliards DA, a-t-on indiqué. Avec cette inauguration, Constantine se dote à nouveau d'un établissement hôtelier de prestige, appelé à jouer un rôle clé dans la promotion du tourisme, du patrimoine et de l'image de la ville à l'échelle nationale et internationale

Nouvel an 2026

À l'occasion de la fin de l'année, l'ensemble de la rédaction du journal économique « Les Enjeux Eco » adresse à ses lecteurs et partenaires ses meilleurs vœux de santé, de réussite et de sérénité. Merci pour votre fidélité et votre confiance tout au long de l'année écoulée. Que la nouvelle année 2026 soit porteuse d'espoir, de progrès et de succès partagés pour notre pays et pour chacun d'entre vous.